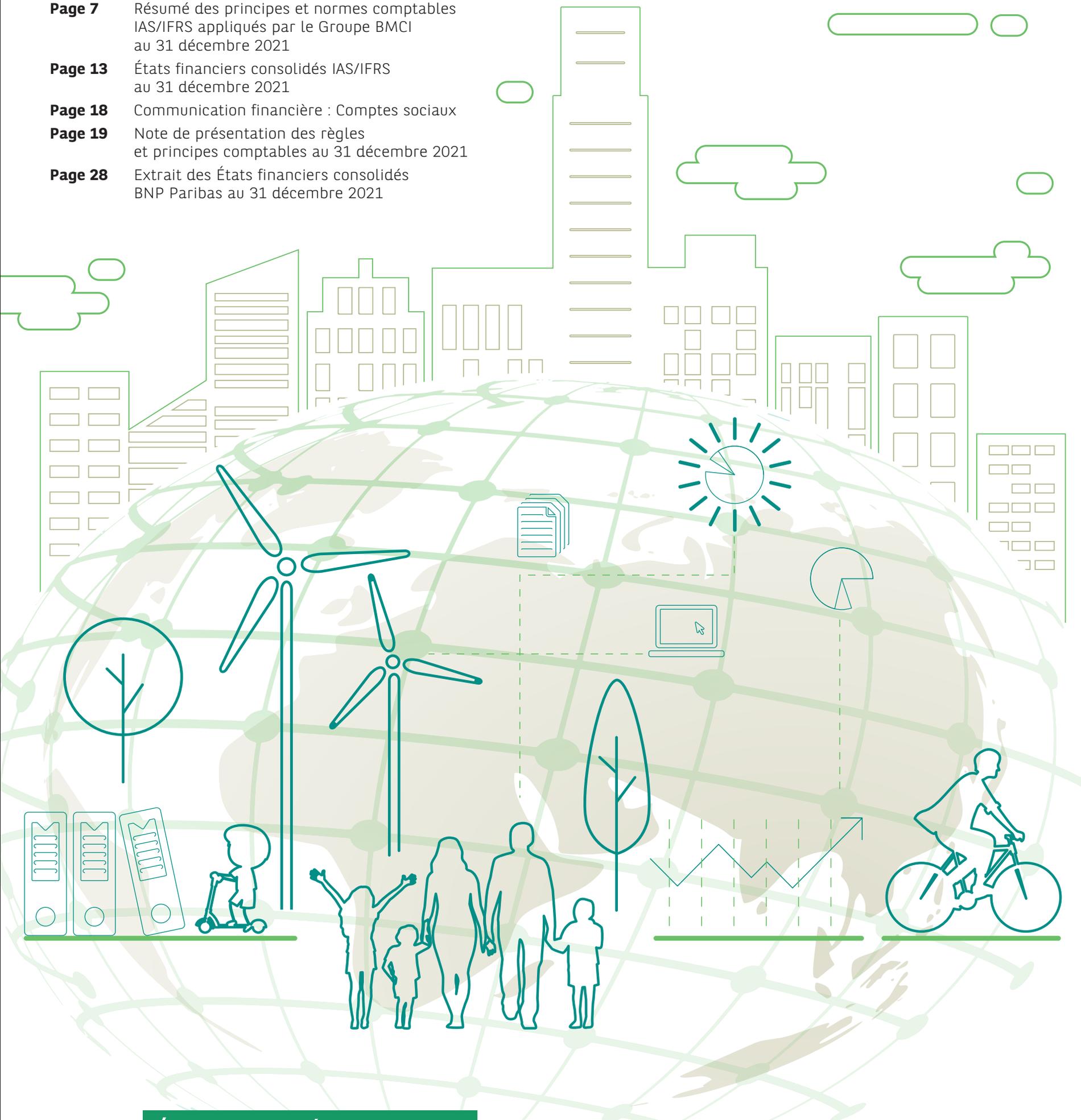


COMMUNICATION FINANCIÈRE

| | |
|----------------|---|
| Page 2 | Communiqué : Résultats au 31 décembre 2021 |
| Page 3 | Communiqué : Faits marquants au 31 décembre 2021 |
| Page 4 | Communication financière : Présentation et gouvernance du Groupe BMCI |
| Page 7 | Résumé des principes et normes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI au 31 décembre 2021 |
| Page 13 | États financiers consolidés IAS/IFRS au 31 décembre 2021 |
| Page 18 | Communication financière : Comptes sociaux |
| Page 19 | Note de présentation des règles et principes comptables au 31 décembre 2021 |
| Page 28 | Extrait des États financiers consolidés BNP Paribas au 31 décembre 2021 |

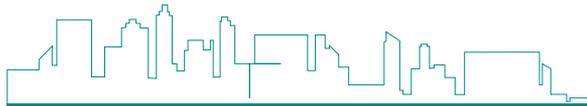


ÉTATS AU 31 DÉCEMBRE 2021



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



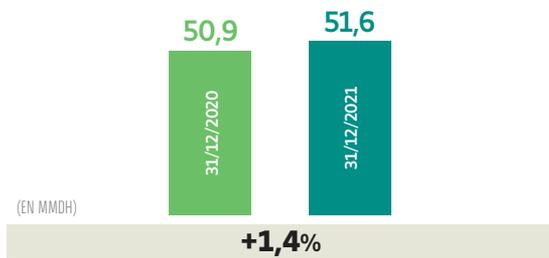
Le Conseil de Surveillance de la BMCI s'est réuni le 29 mars 2022 sous la présidence de **M. Jaouad HAMRI** pour examiner les comptes au 31 décembre 2021. Le Groupe BMCI affiche, à fin décembre 2021, un **Produit Net Bancaire Consolidé de 3,04 milliards de dirhams**, soit une baisse de **0,3%** par rapport au 31 décembre 2020. Les **Frais de Gestion Consolidés s'élèvent à 2,13 milliards de dirhams** et le **Coefficient d'Exploitation Consolidé s'établit à 70%**. Le **Coût du Risque Consolidé s'est établi à 575 millions de dirhams**, en baisse de **36,2%**. Le **Résultat Avant Impôt Consolidé atteint 351 millions de dirhams** et le **Résultat Net Consolidé s'élève à 167 millions de dirhams**.

| | |
|---|----------------------------------|
| PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ | 3,04 MILLIARDS DE DIRHAMS |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ | 914 MILLIONS DE DIRHAMS |
| RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ | 167 MILLIONS DE DIRHAMS |
| COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ | 70% |
| CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS | 51,6 MILLIARDS DE DIRHAMS |
| RATIO DE SOLVABILITÉ CONSOLIDÉ (1) | 13,58% |
| RATIO DE LIQUIDITÉ CONSOLIDÉ (2) | 126% |

(1) Au 30 juin 2021 - (2) Au 31 décembre 2021

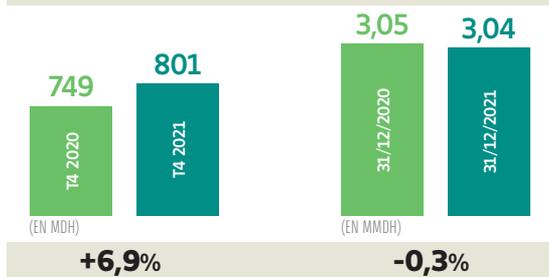
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Crédits par Caisse à la Clientèle Consolidés ont atteint 51,6 milliards de dirhams à fin décembre 2021 contre 50,9 milliards de dirhams au 31 décembre 2020, soit une hausse de 1,4%, suite à une augmentation de 30% enregistrée au niveau de la production nouvelle des crédits amortissables par rapport à la même période de 2020.



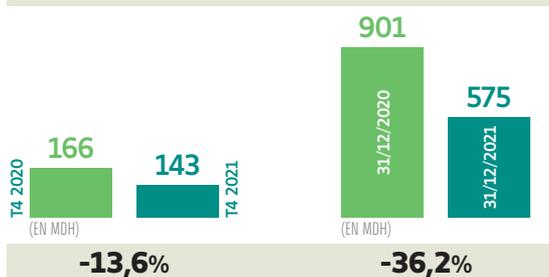
PRODUIT NET BANCAIRE (EN MMDH)

Le Groupe BMCI a réalisé un Produit Net Bancaire Consolidé de 3,04 milliards de dirhams à fin décembre 2021 en légère baisse de 0,3% par rapport à fin décembre 2020, essentiellement du fait de la baisse de la marge sur commissions et du résultat des opérations de marché respectivement de -0,6% et -2,5%. Hors opérations exceptionnelles*, le Produit Net Bancaire Consolidé serait en hausse de 0,3% par rapport à fin décembre 2020. Au niveau des comptes sociaux, le Produit Net Bancaire s'élève à 2,9 milliards de dirhams, en augmentation de 5,5% par rapport à fin décembre 2020.



COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Coût du Risque Consolidé a baissé de 36,2% à fin décembre 2021 par rapport à fin décembre 2020. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 82,20%.

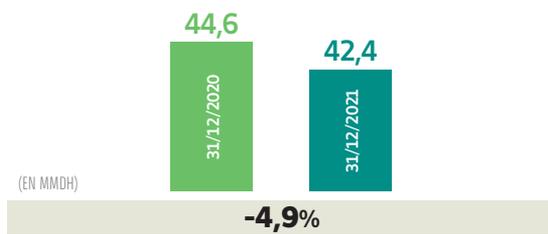


* En lien avec l'opération de création et de cession de l'OPCI « CLEO PIERRE SPI-RFA »

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Dépôts de la Clientèle Consolidés ont enregistré une baisse de 4,9 %, pour atteindre 42,4 milliards de dirhams à fin décembre 2021 contre 44,6 milliards de dirhams au 31 décembre 2020.

Les ressources non rémunérées progressent légèrement et représentent 80% du total des ressources de la banque à fin décembre 2021.

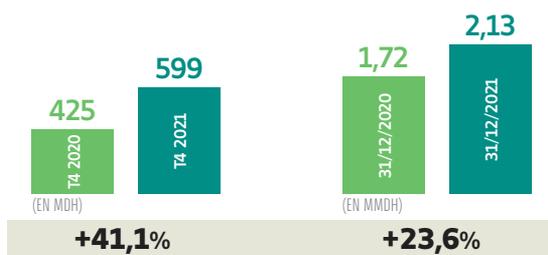


FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MMDH)

À fin décembre 2021, les Frais de Gestion Consolidés s'élèvent à 2,13 milliards de dirhams.

Par ailleurs, le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'affiche à 70% à fin décembre 2021.

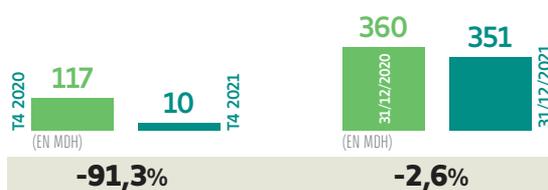
Hors opérations exceptionnelles*, les Frais de Gestion Consolidés sont en hausse de 21,9% par rapport à fin décembre 2020, principalement sous l'effet de la hausse des coûts informatiques.



RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (EN MDH)

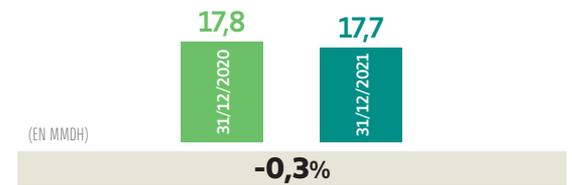
Le Groupe BMCI affiche un Résultat Avant Impôts Consolidé de 351 millions de dirhams à fin décembre 2021, soit une baisse de 2,6% par rapport à fin décembre 2020.

Pour les comptes sociaux, le Résultat Avant Impôts enregistre une augmentation de 12,7% par rapport à fin décembre 2020. Les éléments hors exploitation, en IFRS, s'élèvent à 12,5 millions de dirhams au quatrième trimestre 2021. Ils enregistrent la plus-value réalisée sur l'apport des actifs à l'OPCI CLEO PIERRE.



ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Engagements par Signature Consolidés se sont établis à 17,7 milliards de dirhams à fin décembre 2021, soit une baisse de 0,3% par rapport au 31 décembre 2020.

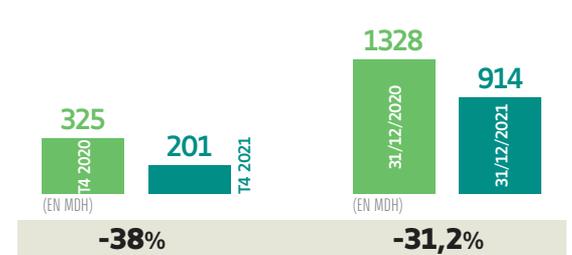


RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (EN MDH)

Le Résultat Brut d'Exploitation Consolidé s'établit à 914 millions de dirhams à fin décembre 2021, soit une baisse de 31,2% par rapport à fin décembre 2020.

Au niveau des comptes sociaux, le Résultat Brut d'Exploitation est en hausse de 14,8% par rapport à fin décembre 2020.

Hors opérations exceptionnelles*, le Résultat Brut d'Exploitation en social est en baisse de 17,4%.



RÉSULTAT NET (EN MDH)

Le Résultat Net Consolidé s'est établi à 167 millions de dirhams à fin décembre 2021, soit une hausse de 15,2% par rapport à fin décembre 2020.

Au niveau des comptes sociaux, le Résultat Net s'établit à 521 millions de dirhams, soit une hausse de 88,84% par rapport à décembre 2020.

Hors opérations exceptionnelles*, le Résultat Net en social est en baisse de 22,4% par rapport à fin décembre 2020.



L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de février 2022 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable** • Note à court terme : **F1+ (mar)**



FAITS MARQUANTS AU 31 DÉCEMBRE 2021

GOUVERNANCE

Suivant l'article 15 des statuts de la BMCI, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus.

Sur le plan de la gouvernance, l'Assemblée Générale réunie le 07 mai 2021 a constaté l'arrivée à échéance des mandats de l'ensemble des membres en fonction composant le conseil de surveillance de la banque. Elle a décidé en conséquence, de renouveler les mandats pour une durée de trois (3) exercices, soit 2021, 2022, 2023. Lesdits mandats arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

En terme de composition, plusieurs changements ont intervenu au niveau du conseil en 2021. En effet, le conseil a coopté M. Benoît Cavelier, Directeur Général Adjoint de BNP Paribas Personal Finance, en qualité de membre du conseil en remplacement de Mme Sofia Merlo qui a fait part de sa démission en date du 4 janvier 2021. Par ailleurs, appelé à occuper de nouvelles fonctions au niveau du Groupe BNP Paribas, M. Benoit Cavelier a notifié le conseil de sa démission à compter du 31 décembre 2021.

En matière de fonctionnement, le conseil de surveillance a mené un exercice d'auto-évaluation qui a permis d'apprécier son fonctionnement et celui de ses comités spécialisés et d'identifier les axes de progrès appropriés.

CRÉATION DE L'OPCI « CLEO-PIERRE SPI-RFA »

La BMCI lance son OPCI (Organisme de Placement Collectif Immobilier) suite à l'agrément par l'AMMC du projet de règlement de gestion de la SPI - RFA « CLEO PIERRE », en date du jeudi 24 décembre 2020 et sous la référence n° AG/SPI/005/2020. La structuration et la gestion de cet OPCI ont été confiées à REIM Partners agréée par l'AMMC en qualité de société de gestion d'OPCI.

La décision de BMCI d'apporter une partie de son parc d'exploitation à CLEO Pierre a pour objectifs d'accompagner la banque dans son plan de développement sur les activités Retail et Corporate mais également de contribuer à une stratégie globale de lancement des OPCI au Maroc.

Par ailleurs, la BMCI a scellé un partenariat stratégique avec Aradei Capital. Cette opération couvre deux volets : la BMCI entre au capital d'Aradei Capital et Aradei Capital acquiert les actions de l'OPCI « CLEO PIERRE SPI-RFA » qui détient un portefeuille d'agences bancaires exploitées. L'acquisition par Aradei Capital des actions de « CLEO PIERRE SPI-RFA » s'inscrit dans la continuité stratégique d'Aradei Capital de se positionner en tant qu'investisseur d'OPCI. La souscription en numéraire par Aradei Capital des actions de CLEO PIERRE SPI-RFA s'est faite pour un montant de près de 557 millions de dirhams.

DIGITAL ET INNOVATION

Lancement de QlicKEER, le nouvel outil d'entrée en relation

Fruit d'une belle collaboration au sein de la BMCI entre les métiers, l'APAC, le Marketing et l'IT sous l'égide du pôle Innovation, et plaçant l'innovation et la technologie au service du client et du collaborateur, QlicKEER est un outil permettant de digitaliser et de faciliter le processus d'entrée en relation.

Destiné dans un premier temps à la clientèle des Particuliers (Marocains résidents, MRE et étrangers résidents), l'outil réduit les délais d'ouverture de compte à 20 minutes. Il se base, en effet, sur un apport technologique important consistant en la reconnaissance optique de caractères (OCR). Ces procédés informatiques permettent, en effet, de traduire en fichiers de texte des images de texte imprimées ou scannées.

Mise en place du "Innovation Coffee Break"

L'Innovation Coffee Break est un rendez-vous bimestriel, des sessions d'acculturation à l'innovation dédiées à tous les collaborateurs de la banque. L'objectif de ces webinaires est de permettre aux collaborateurs BMCI de porter un regard neuf sur le monde bancaire en les familiarisant avec les nouvelles technologies et méthodes innovantes impactant l'utilisateur interne et/ ou externe.

Lancement du concept Phygital "Innova&Share"

Concept phygital dédié au test & partage des dernières innovations. L'espace découverte au niveau de l'agence Mohamed V a été inauguré afin de permettre de tester les nouvelles solutions innovantes par les collaborateurs et les clients de la banque et d'en faire également une vitrine technologique. Cet espace se veut être un espace ouvert, pour permettre le partage d'expérience et ce dans le but d'une continuelle amélioration des services de la banque.

DISTINCTIONS

BMCI-BNP Paribas Banque privée se positionne dans le Top 10 du classement « Euromoney 2021 »

Euromoney a annoncé les résultats de son classement « Euromoney Private Banking & Wealth Management Survey 2021 ». En Afrique, le Groupe BNP Paribas s'impose dans le top 10 du classement, à la 6^{ème} place, dans la catégorie « Best Private Bank Services Overall ».

Ce nouveau classement vient renforcer le positionnement de la banque privée comme pionnier au Maroc et en Afrique dans la gestion patrimoniale et le conseil sur mesure.

Deux fonds BMCI notés par Fitch Ratings

L'agence de notation financière Fitch Ratings a décerné la note de BB+ sur une échelle internationale aux deux fonds « BMCI Trésor Plus » et « Instiobligations Etat » gérés par BMCI Assset Management.

Ainsi, BMCI Assset Management introduit pour la première fois au Maroc la notation internationale des fonds investis en actifs 100% marocains.

ENGAGEMENT

La BMCI reçoit le certificat d'excellence pour l'égalité Professionnelle femme-homme

La BMCI, à l'instar du Groupe BNP Paribas, renforce son engagement en faveur de la mixité et reçoit le Certificat d'Excellence pour l'Egalité Professionnelle Femme-Homme, organisé au niveau national par le Ministère du Travail et de l'insertion Professionnelle, lors d'une cérémonie présidée par Monsieur le Chef du Gouvernement.

La BMCI, première entreprise marocaine signataire de la charte #JamaisSansElle

La BMCI, à l'instar du Groupe BNP Paribas, renforce son engagement en faveur de la mixité en signant la charte #JamaisSansElle. Elle devient ainsi la première entreprise marocaine à être signataire de cette charte.

A travers cette charte, la BMCI ainsi que l'ensemble des membres de son Comité de Direction, s'engagent à ne plus participer à des événements - internes ou externes, présentiel ou à distance - de plus de 3 intervenants sans la présence de femme (débat, panels d'experts, tables rondes, etc). La BMCI s'engage également dans ses actions de communication à véhiculer une image de diversité et d'inclusion, ainsi que son engagement avec #JamaisSansElles auprès de publics internes et externes, à chaque fois que cela sera pertinent, notamment par des publications sur les réseaux sociaux.

La BMCI s'engage dans le programme #1millionhours2help

Il s'agit d'un programme de mécénat de compétences, lancé par le groupe BNP Paribas, ayant pour objectif de permettre aux collaborateurs de contribuer sur leur temps de travail dans du mécénat.

Le groupe a pour ambition d'atteindre collectivement 1 million d'heures de bénévolat d'entreprise rémunérées par année, et effectuées par les collaborateurs BNP Paribas dans le monde.

Organisation de la 7^{ème} édition de la Semaine du Développement Durable

Du 22 au 28 Mai, la 7^{ème} édition de la semaine du développement durable a été riche en événements et en découvertes pour les collaborateurs; un événement qui vient en appui à la charte de l'ONU signée en 2015 autour des 17 objectifs du développement durable.

A l'instar du Groupe BNP Paribas, BMCI est un acteur important en développement durable; cette semaine a ainsi été riche en informations, capsules vidéo, meetings, quizz, interventions sur la radio BMCI, ainsi qu'en challenges et concours.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Présentation et gouvernance du Groupe BMCI



1. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Suivant l'article 15 des statuts de la BMCI, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus.

Sur le plan de la gouvernance, l'Assemblée Générale réunie le 07 mai 2021 a constaté l'arrivée à échéance des mandats de l'ensemble des membres en fonction composant le conseil de surveillance de la banque. Elle a décidé en conséquence, de renouveler les mandats pour une durée de trois (3) exercices, soit 2021, 2022, 2023. Lesdits mandats arriveront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

En terme de composition, plusieurs changements ont intervenu au niveau du conseil en 2021. En effet, le conseil a coopté M. Benoît Cavelier, Directeur Général Adjoint de BNP Paribas Personal Finance, en qualité de membre du conseil en remplacement de Mme Sofia Merlo qui a fait part de sa démission en date du 4 janvier 2021. Par ailleurs, appelé à occuper de nouvelles fonctions au niveau du Groupe BNP Paribas, M. Benoit Cavelier a notifié le conseil de sa démission à compter du 31 décembre 2021.

En matière de fonctionnement, le conseil de surveillance a mené un exercice d'auto-évaluation qui a permis d'apprécier son fonctionnement et celui de ses comités spécialisés et d'identifier les axes de progrès appropriés.

| Nom | Qualité | Date de nomination | Expiration du mandat |
|--------------------------------|--|--------------------|---|
| M. Jaouad HAMRI | Président - Membre indépendant | 28-mai-15 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Michel PEBEREAU | Vice-Président | 27-mai-04 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| Mme Janie LETROT | Membre indépendant | 28-mai-15 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Mohamed Hassan BENSALAH | Membre | 26-mai-06 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Christian DE CHAISEMARTIN | Membre - Responsable des risques IRB au sein de BNP Paribas | 21-juin-18 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Alain FONTENEAU | Membre | 26-mai-09 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Yves MARTRENCAR | Membre - État-major Comité de direction Ressources Humaines Groupe au sein de BNP Paribas | 28-mai-15 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Benoit CAVELIER | Membre - Directeur Général délégué de BNP Paribas Personal Finance - (France) | 23-février-21 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| M. Jean-Paul SABET | Membre - Responsable zone géographique IRB au sein de BNP Paribas | 21-juin-18 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| Mme Dounia TAARJI | Membre indépendant | 28-mai-15 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| AXA Assurance Maroc | Représentée par Mme Meryem CHAMI Directeur Général de AXA Assurance Maroc | 26-mai-06 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| AtlantaSanad assurance | Représentée par M. Mustapha BAKKOURY | 27-nov-20 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |
| BNP Paribas IRB Participations | Représentée par M. Didier MAHOUT, responsable des activités Corporate au sein d'International Retail Banking du Groupe BNP Paribas | 26-mai-06 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 |



TROIS COMITÉS RATTACHÉS AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

COMITÉ D'AUDIT

COMITÉ DES RISQUES

COMITÉ DES NOMINATIONS, DES RÉMUNÉRATIONS ET DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2. LE DIRECTOIRE

La BMCI est dirigée par un Directoire qui assume ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance. Conformément à la loi n°17-95 régissant les sociétés anonymes telle que modifiée et complétée et aux dispositions statutaires (art.14), les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance, dont le nombre est compris entre deux et sept. La durée de fonctions des membres du Directoire est fixée à trois années à compter de la date de réunion du Conseil de Surveillance qui les a nommés.

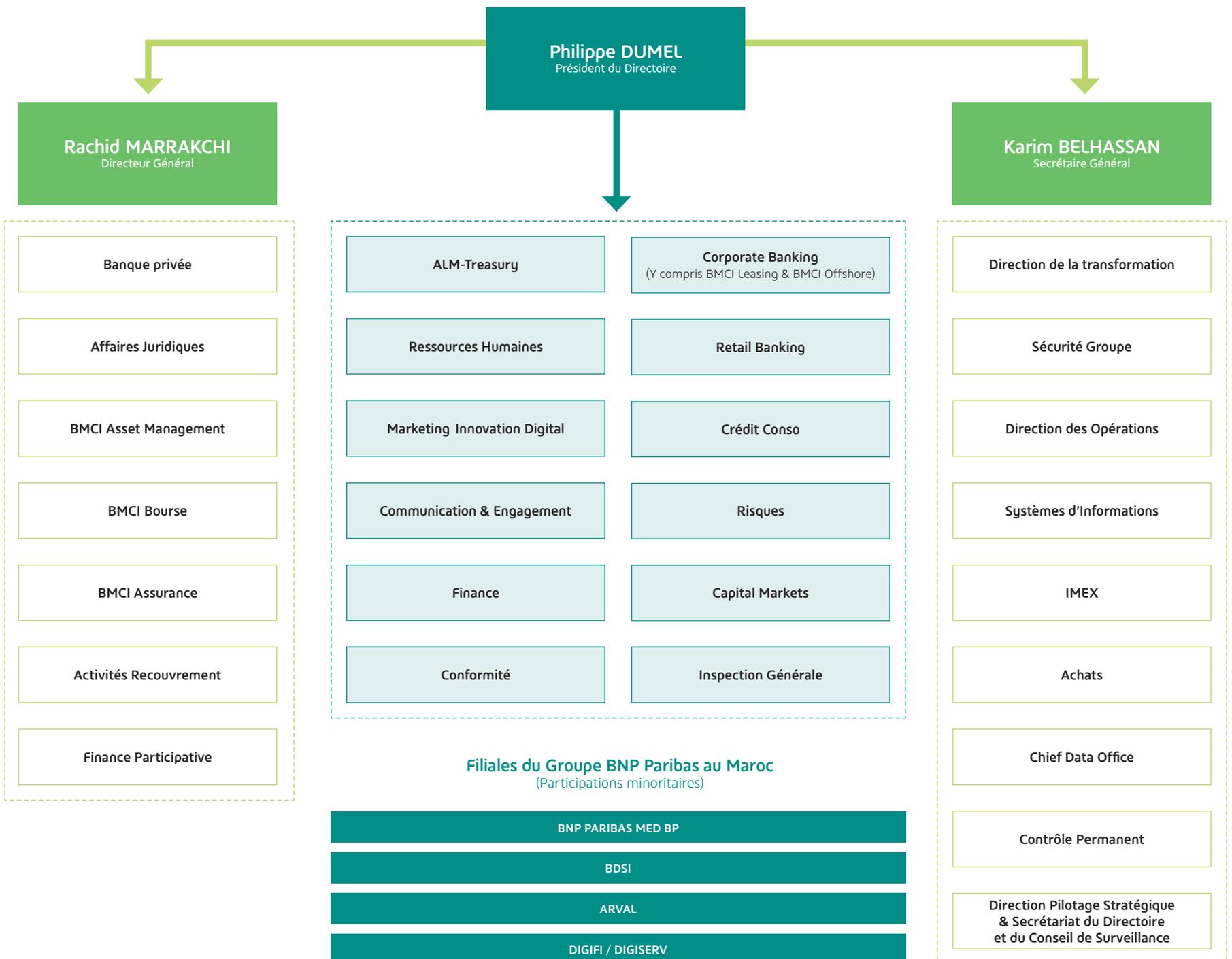
En 2021, et suite à l'arrivée à échéance des mandats des membres du Directoire, le conseil de surveillance a procédé au renouvellement desdits mandats pour une durée de trois ans couvrant les exercices 2021, 2022 et 2023. Les mandats renouvelés arriveront à expiration lors de la première réunion du conseil de surveillance renouvelé et/ou nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Par ailleurs, la composition du Directoire a évolué au cours de l'exercice 2021. Cet organe est désormais composé de trois membres suite au départ de M. Idriss Bensmail. En effet, après plus de neuf ans en tant que membre du Directoire en charge des Lignes de Métiers Commerciales, M. Idriss Bensmail a souhaité donner un nouveau tournant plus entrepreneurial à sa carrière.

M. Idriss Bensmail maintiendra ses liens forts avec le Groupe BMCI en restant membre des conseils d'administration des filiales BMCI Leasing et BMCI Offshore.

En conséquence, les Lignes de Métiers Commerciales (Retail Banking, Corporate Banking, Activités de Marchés et Business Unit Crédit à la Consommation) rapporteront directement au Président du Directoire, M. Philippe Dumel, à compter du 1^{er} octobre 2021

Composition du directoire





NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 Décembre 2021.

Les États financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base de :

- La juste valeur pour les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres, les actifs financiers à la juste valeur par résultat et les instruments dérivés.
- Le coût historique pour les autres actifs financiers les autres actifs et passifs non financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS & PRINCIPES DE CONSOLIDATION

PERIMETRE DE CONSOLIDATION, NORMES APPLIQUÉES PAR LE GROUPE ET REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Principales nouvelles normes publiées et non encore applicables

La norme IFRS17 « Contrats d'assurance » publiée en mai 2017, remplacera la norme IFRS4 « Contrats d'assurance ». Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Ladite norme n'est pas applicable pour le contexte de la BMCI.

Note relative au changement de méthode comptable :

Aucun changement de méthode comptable de gestion n'a été opéré au cours de l'exercice.

CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVICES

Le mode de la comptabilisation et d'évaluation du risque de change inhérent aux actifs et aux passifs relatifs aux opérations en devises faites par le Groupe dépend du caractère monétaire ou non monétaire de ces actifs et de ces passifs.

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

Actifs non monétaires libellés en devises

Les actifs non monétaires peuvent être comptabilisés au coût historique ou à la valeur de marché. Les actifs non monétaires libellés en devises sont dans le premier cas évalués au cours de change du jour de la transaction, c'est-à-dire la date de comptabilisation initiale de l'actif non monétaire. Dans le second cas, ils sont évalués au cours de change prévalant à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux actifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à la valeur de marché (instruments de capitaux propres) sont constatés en résultat lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat » et en capitaux propres lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres ».

Périmètre de consolidation : Notions de contrôle et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

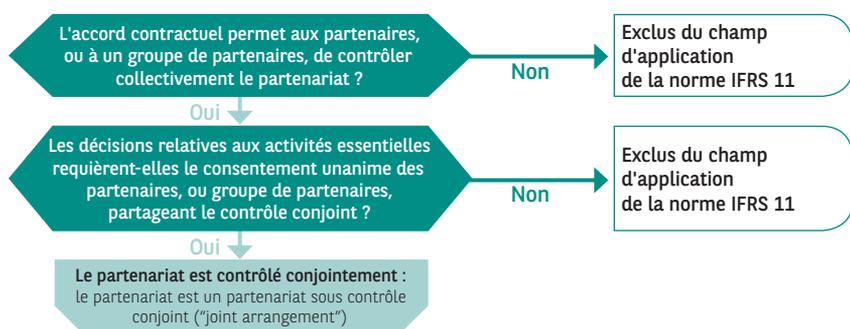
➤ Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif (IFRS 10) d'une filiale lorsqu'il est en mesure de :

- Détenir le pouvoir sur l'entité,
- Exposer ou avoir des droits sur les rendements variables provenant de son implication dans l'entité,
- Avoir la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à affecter le montant de ses rendements.

➤ Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle d'une part et d'autre part lorsqu'il :

- Est exposé ou a des droits à des rendements variables provenant de son implication dans le partenariat,
- À la capacité d'affecter ses rendements grâce à son pouvoir sur le partenariat.

L'appréciation du contrôle conjoint se résume comme suit :



La norme IFRS 11 définit deux catégories de partenariats :

➤ Les co-entreprises (« joint-ventures »), dans lesquelles les partenaires qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité possèdent des droits sur l'actif net de celle-ci. Chaque coentrepreneur comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence.

➤ Les activités conjointes (« joint opérations »), dans lesquelles les partenaires qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur les actifs et des obligations sur les passifs relatifs à celle-ci et comptabilisent les actifs et passifs concernés proportionnellement à leurs droits et obligations vis-à-vis du partenariat.

➤ Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence (IAS 28). Le groupe exerce une influence notable lorsqu'il possède le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

L'existence de l'influence notable de la BMCI peut généralement être mise en évidence par :

- La représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue
- La participation au processus d'élaboration des politiques financières et opérationnelles de l'entité
- Des transactions significatives entre la BMCI et l'entreprise détenue
- Un échange de personnels dirigeants
- La fourniture d'informations techniques essentielles.

Le périmètre de consolidation de la BMCI au 31 Décembre 2021 :

| Dénomination | Secteur d'activité | Méthode | % Contrôle | % Intérêt |
|--|------------------------------------|---------|------------|-----------|
| BMCI BANK | Banque | Top | - | - |
| BMCI Banque Offshore | Banque | IG | 100% | 100% |
| BMCI Leasing | Leasing | IG | 86,91% | 86,91% |
| ARVAL Maroc | Location longue durée | MEE | 33,34% | 33,34% |
| BMCI Finance | Banque d'affaire | IG | 100% | 100% |
| BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion) | Gestion d'actif | IG | 100% | 100% |
| BMCI Bourse | Intermédiation boursière | IG | 100% | 100% |
| BMCI Assurance | Courtage d'assurance | IG | 100% | 100% |
| AKAR REAL ESTATE (EX IMMOBILIÈRE Sidi Maârouf) | Société immobilière | IG | 100% | 100% |
| DIGIFI | Etablissement de paiement | IG | 51% | 51% |
| DIGISERV | Développement de services digitaux | IG | 49% | 49% |

1- INSTRUMENTS FINANCIERS

Classement et évaluation des actifs financiers

Trois catégories d'actifs sont définies dans la norme IFRS 9 (Instruments Financiers) :

Coût amorti (« AC »)

➤ Détenus aux fins de percevoir des flux de trésorerie contractuels (critère du modèle de gestion)

➤ Instruments de dette classiques dits « vanille » (critère « SPPI », à savoir uniquement des versements de capital et d'intérêts)

➤ Comptabilisation :

- Au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif
- Dépréciations pour risque de crédit (perte attendue) comptabilisées au compte de résultat

Juste valeur par capitaux propres (FVOCI), déclinée en deux sous-catégories

➤ « FVOCID » pour les instruments de dette

- Détenus aux fins de percevoir des flux de trésorerie contractuels ET pour être vendus (critère du modèle de gestion)

- Instruments de dette classiques dits « vanille » (critère « SPPI », à savoir uniquement des versements de capital et d'intérêts)

- Comptabilisation :

- Intérêts comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif
- Plus-values et moins-values latentes résultant des variations de valeur de marché comptabilisées en capitaux propres, à l'exception des pertes de valeur et plus-values/moins-values de change comptabilisées au compte de résultat

➤ « FVOCIE » pour les instruments de capitaux propres

- Détenus aux fins de percevoir des flux de trésorerie contractuels ET pour être vendus (critère du modèle de gestion)

- Instruments de dette classiques dits « vanille » (critère « SPPI », à savoir uniquement des versements de capital et d'intérêts)

- Comptabilisation :

- Intérêts comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif
- Plus-values et moins-values latentes résultant des variations de valeur de marché comptabilisées en capitaux propres, à l'exception des pertes de valeur et plus-values/moins-values de change comptabilisées au compte de résultat

Juste valeur par le résultat (FVPL)

➤ Catégorie par défaut : instruments non classés dans d'autres catégories

➤ Comptabilisation :

- Variations de valeur de marché comptabilisées dans le compte de résultat
- Intérêts et dividendes comptabilisés dans le compte de résultat

À l'exception des actifs financiers désignés sur option à la FVPL à la comptabilisation initiale en cas de non-concordance comptable, deux critères sont utilisés pour établir comment classer et évaluer les actifs financiers :

➤ Le Modèle de Gestion (« Business Model ») suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

Le modèle de Gestion doit refléter la manière avec laquelle l'entité gère les actifs financiers en vue de générer des cash-flows.

Trois modèles de Gestion possibles :

- **Held To Collect contractual cash flows (HTC)** la collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « collecte »

- **Held To Collect and Sale (HTC&S)** la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « collecte et vente »

- **Autre (Held For Sale - HFS)** Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « autre/vente »

Le modèle de gestion peut être évalué à partir de différents indicateurs tels que :

- Comment les différentes activités sont gérées (limites définies dans la gestion quotidienne...)
- La cohérence par rapport au reporting interne et la façon dont la performance du modèle de gestion et des actifs financiers qu'il couvre est évaluée et présentée aux principaux dirigeants de l'entité (en fonction des différentes sous-activités/portefeuilles gérés, de la granularité des portefeuilles, de leur interdépendance, etc.)
- Les risques qui influent sur la performance du modèle de gestion et, plus particulièrement, la manière dont ils sont gérés (définition de limites de risque et existence de comités des risques, etc.)
- Le mode de rémunération des managers (par exemple, l'évaluation à la juste valeur de la performance comme base de rémunération).
- Le niveau des ventes passées (indicateur des flux de trésorerie réalisés par le passé) et toute autre information pertinente (telle que les prévisions de ventes futures, etc.)

Les caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Ce critère s'appuie sur l'existence ou non de modalités contractuelles au niveau de l'instrument donnant lieu à dates spécifiées à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû (désigné comme le test « SPPI ») (Solely Payments of Principal and Interests). Les flux de trésorerie contractuels qui sont seulement des remboursements du principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû sont cohérents avec ceux d'un contrat de prêt de base, ou « vanille », dans lequel les intérêts représentent la contrepartie de :

- La valeur temps de l'argent et le risque de crédit qui sont typiquement les principales composantes des intérêts,
- D'autres risques (risque de liquidité par exemple) et coûts (frais administratifs par exemple) liés à la détention d'un prêt de base pendant une période de temps donnée,
- Une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt de base.

Si un instrument a des caractéristiques contractuelles qui peuvent accroître la variabilité des flux de trésorerie, il ne peut être comptabilisé en AC ou en FVOCID.

Par défaut, les instruments de capitaux propres et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat (FVPL). Cependant, les instruments de capitaux propres (actions) peuvent être constatés à la juste valeur par capitaux propres au cas par cas (sans recyclage des profits et pertes constatés en « OCI »).

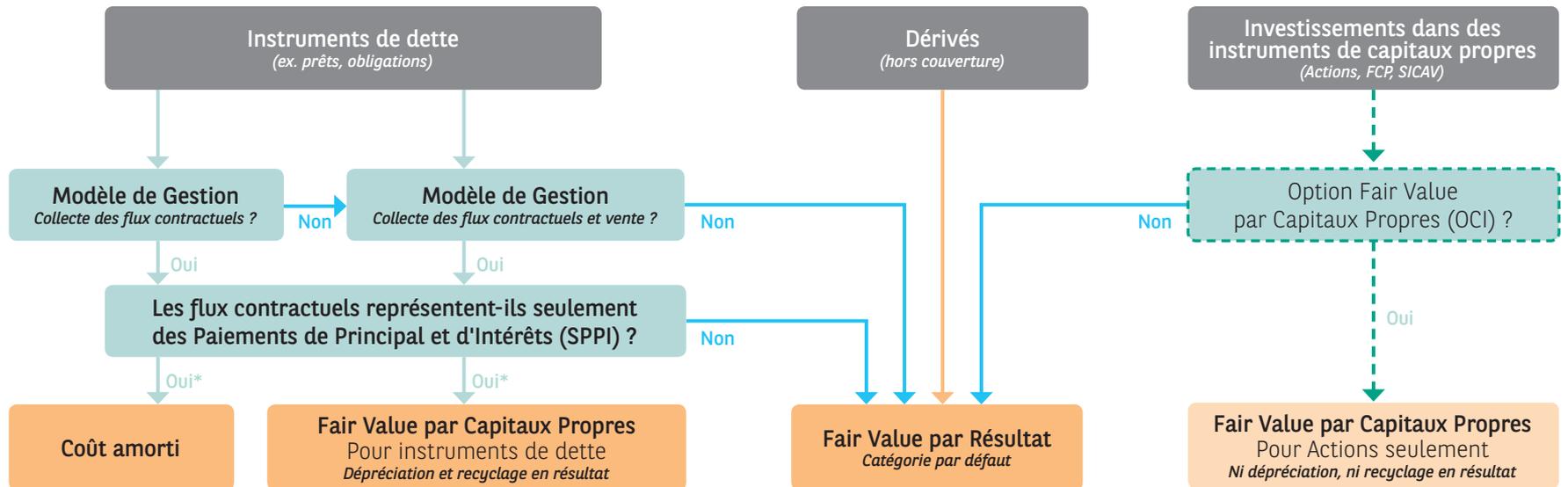
Dès lors que l'option de désigner un instrument de capitaux propres à la FVOCI est retenue

- Seuls les dividendes qui ne représentent pas la récupération d'une partie du coût de l'investissement sont constatés en résultat (cf. encadré ci-dessous).
- Les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en OCI.
- Les variations de justes valeurs constatées en OCI ne sont pas ultérieurement transférées en résultat (elles peuvent être transférées en profit ou perte cumulé(e) au sein des capitaux propres). Par conséquent, en cas de vente de l'investissement, aucun profit ou perte n'est comptabilisé lors de la cession.

Détermination du critère SPPI

- À la date de comptabilisation initiale sur la base des faits et circonstances en présence à cette date
- Évalué dans la devise dans laquelle l'actif financier est libellé

L'arbre de décision ci-dessous synthétise les dispositions d'IFRS9 en matière de classement et d'évaluation :



* Si l'option Fair Value n'est pas utilisée. Possible pour incohérence comptable

Classement et évaluation des passifs financiers

Les dispositions relatives aux passifs financiers n'ont pas beaucoup changé

- Les passifs financiers sont classés en deux catégories : juste valeur par le résultat (« FVPL ») et autres passifs au coût amorti.
 - Pour les dérivés incorporés dans des passifs financiers, les principes de séparation et l'application des dispositions d'IAS 39 ont été conservés dans IFRS 9.
 - L'option juste valeur (« FVO ») a été conservée (pour les non-concordances comptables, l'existence d'un dérivé incorporé, le traitement à la juste valeur).
- Le seul changement introduit par IFRS 9 concernant les passifs financiers a trait à la comptabilisation des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur sur option, qui sont à constater en capitaux propres (« OCI »).

Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Modèle général

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille de la banque est segmenté en trois « Buckets » correspondant chacun à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« Bucket1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) ;
 - Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« Bucket2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit considéré comme déprécié ou en défaut ;
 - Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés ou en défaut (« Bucket3 ») : la provision pour dépréciation est évaluée par définition des perspectives de récupérations des actifs en défaut. La définition du défaut est alignée avec celle précisée dans la directive 19G de la BAM et elle est cohérente avec celle utilisée pour la gestion du risque de crédit interne.
- Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments entrant dans le champ de la dépréciation

IFRS 9. L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 implique que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêt, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêt en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

Actifs financiers dépréciés ou en défaut

Définition du défaut

Un actif financier est considéré en défaut lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu. Les événements concernés peuvent, à titre d'exemple, porter sur : l'existence d'impayés généralement supérieurs 90 jours ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté.

Le Processus de mise en défaut repose notamment sur :

- Retail : une revue mensuelle des facilités éligibles au passage en défaut est effectuée en « comité des tiers dé-classables » sur la base d'un outil détectant les clients présentant des critères de défaut.
- Corporate : une revue est faite dans le cadre des comités Risques.

Appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Les principes appliqués en matière d'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit sont détaillés dans la partie Coût du risque.

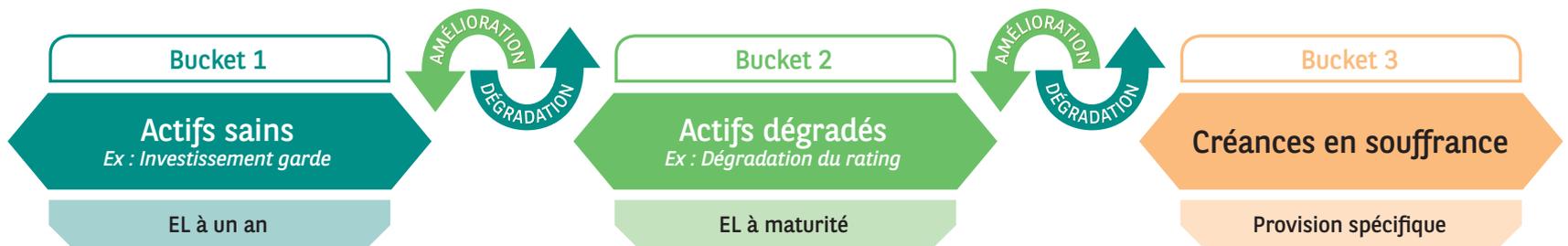
Mesure des pertes attendues

Les pertes attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les expositions classées en Bucket 1 et en Bucket 2, les pertes attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (Bucket1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de l'instrument financier (Bucket 2).

En effet, le calcul des pertes attendues est déterminé selon les principes suivants :

- lors de l'origination de l'autorisation : le calcul de la dépréciation (EL) se fait à horizon d'un an pour les actifs à risque faible, au regard de leur notation.
- lors des évaluations ultérieures : Les encours présentant des dégradations du rating entrant dans le cadre des critères d'augmentation significative du risque de crédit sont transférés au Bucket 2 et leur dépréciation est calculée à maturité.
- lorsque le risque est avéré, le calcul de la dépréciation est déterminé sur la base des flux futurs de récupération actualisés.

Les règles sont précisées dans le schéma ci-dessous :



Les paramètres de calcul des dépréciations sont détaillés ci-dessous :

Maturité

Tous les termes contractuels de l'instrument financier sur la durée de vie sont pris en compte. La maturité utilisée correspond globalement à la durée résiduelle entre la date d'arrêt et la date d'échéance.

Probabilités de défaut (PD)

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné. La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Les PD à 1 an sont dérivées des PD réglementaires, fondées sur des moyennes long terme à travers le cycle, afin de refléter les conditions actuelles (point in time - « PIT »).

Les PD à maturité sont définies en utilisant des matrices de migration reflétant l'évolution attendue de la note

interne de l'exposition jusqu'à maturité et des probabilités de défaut associées.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut s'exprime en pourcentage de l'EAD et se calcule à partir des récupérations globales (TRG). Pour le Corporate, l'évaluation des TRG est réalisée en comité sur la base d'une analyse combinant les notations, le type d'engagement et les garanties sous-jacentes. Pour le Retail, l'évaluation des TRG se fait par classe homogène de risque et par garantie, en se basant sur l'historique de récupération.

Exposition en cas de défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.



Prise en compte des informations de nature prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique. (Ce volet est détaillé dans la partie Coût de Risque)

Passages en pertes

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées. Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

Recouvrements via la mise en jeu du collatéral

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, la banque peut décider d'exercer la garantie et il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie. Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé et classé au bilan selon l'intention de gestion.

Prise en compte des impacts de la crise sanitaire Covid-19 dans l'évaluation des pertes de crédit attendues

Dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2021, la BMCI a réalisé des travaux d'identification des risques et impacts potentiels sur son portefeuille. L'approche adoptée repose notamment sur une analyse associant les acteurs terrains et risques pour identifier les zones de risques. Une analyse des secteurs d'activité a été menée pour identifier ceux fragilisés par la crise sanitaire et d'en assurer un suivi régulier dans des comités dédiés dans lesquels siègent les experts métiers et les experts Risques.

Pour les entreprises, des chocs spécifiques ont été appliqués sur les secteurs identifiés comme fragiles parallèlement au choc systémique véhiculé par la composante Forward Looking. Cette dernière a été fortement impactée par la dégradation des perspectives économiques depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Pour les particuliers l'approche adoptée consiste à identifier les zones de risques liées au contexte actuel et à appliquer également des chocs spécifiques sur le calcul de provisions en adéquation avec les normes IFRS9. L'estimation de l'impact tient compte des éléments d'information disponibles à fin décembre 2020. Elle sera actualisée en fonction de l'évolution de l'environnement économique et des informations additionnelles qui seraient disponibles pour les prochains arrêtés.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013, la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » définit les modalités de calcul de la valeur de marché ainsi que les informations à fournir en annexe lorsque d'autres normes permettent ou requièrent une évaluation à la valeur de marché ou des informations sur cette valeur. Pour déterminer la valeur de marché selon IFRS 13, la BMCI donne la priorité d'abord à l'utilisation de prix directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques avant de recourir à des paramètres internes.

Les paramètres utilisés dans les techniques de valorisation sont classés dans une hiérarchie à trois niveaux, en fonction de l'observabilité de ces paramètres, la primauté étant donnée au niveau 1, puis au niveau 2 et enfin au niveau 3.

Impact des méthodes de valorisation sur la hiérarchie

Pour procéder à l'évaluation des instruments financiers, la BMCI utilise l'une des quatre techniques suivantes:

- **Technique du prix** : utilisation d'un prix pour évaluer un produit identique ; cette technique est principalement utilisée pour l'évaluation des valeurs mobilières, mais également pour les contrats à terme normalisés (futures) et certaines options cotées. Si l'instrument est fongible, liquide et identique au contrat coté, il s'agit d'une évaluation de « niveau 1 » selon les normes IFRS, mais s'il est uniquement similaire il est classé au « niveau 2 ».
- **Technique de comparaison** : elle utilise des produits similaires et souvent des liens entre les caractéristiques des produits pour réaliser l'évaluation. Elle peut également utiliser des multiples de marché. Les techniques de comparaison conduisent généralement à des valeurs de marché de niveau 2 ou 3, en fonction du degré de similarité des instruments et des ajustements passés pour prendre en compte les spécificités de l'instrument évalué.
- **Technique de réplique par modèle** : elle consiste à décomposer le produit en composantes ou facteurs de risque afin de répliquer sa valeur de manière statique ou dynamique. Cette technique équivaut mathématiquement à valoriser en utilisant la théorie des martingales et en faisant des prévisions pour toute évaluation équivalente à l'évaluation en risque neutre.
- **Technique des flux de trésorerie attendus** : consiste à prévoir les flux de trésorerie futurs incertains des instruments financiers puis à les actualiser en tenant compte d'une prime de risque de marché. Pour cela diverses techniques sont disponibles, notamment la modélisation macro-économique en utilisant des fonctions d'« utilité » et l'analyse des statistiques historiques. Il est à noter que cette technique ne fournit pas de couverture de la valeur puisque c'est l'objectif principal de la Technique de réplique par modèle.

2-CONTRATS DE LOCATION

Définition :

Selon l'IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie :

Existence d'un actif identifié*

* Pas d'actif identifié si le fournisseur conserve un droit de substitution substantiel



Droit pour le preneur de contrôler l'utilisation du bien pour une période déterminée et moyennement une rémunération

- Décider l'utilisation du bien déterminé (comment et pour quelle fin l'actif est utilisé)
- Obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien



LOCATION

Les composantes locatives et non locatives sont comptabilisées séparément :

- La norme IFRS 16 s'applique à la composante locative
 - D'autres normes s'appliquent à la composante non locative
- Les preneurs peuvent faire le choix par catégorie de bien sous-jacent de comptabiliser les composantes locatives et non locatives en tant que contrat de location. En pratique, le groupe n'applique pas cette mesure de simplification.
- Pour les bailleurs, il y a toujours lieu de distinguer entre :
- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
 - Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Méthode de transition

Le Groupe BMCI a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée pour laquelle le droit d'utilisation est la valeur comptable considérant comme si la norme avait été appliquée depuis la date de commencement et les paiements de location à l'ouverture étant actualisés en utilisant la date d'emprunt supplémentaire du preneur à la date de la première application (1^{er} Janvier 2019).

Par conséquent, l'impact FTA de la norme IFRS 16 est comptabilisé en capitaux propres.

La BMCI a opté pour les deux exemptions rendues possible par la norme :

- Contrat de location relatif à des bien de faible valeur.
- Contrat de location ayant une durée inférieure à un an.

Comptabilité du preneur : Comptabilisation, évaluation et présentation

| Étapes | Description |
|---|--|
| Comptabilisation et évaluation initiale | Initialement comptabilisation d'un droit d'utilisation de l'actif et d'un passif de location à la valeur actualisée des paiements de loyers. L'actif de droit d'utilisation est ajusté des préparations de loyers, avantages reçus, coûts directs initiaux engagés par le preneur, estimations des coûts de restauration, d'enlèvement et de démantèlement |
| Évaluation ultérieure du droit d'utilisation et du passif de location | Le droit d'utilisation de l'actif est amorti conformément à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles. Le preneur augmente le passif lié au contrat de location afin de refléter les intérêts et réduits le passif des paiements de loyers effectués |
| Présentation du droit d'utilisation dans les États financiers | Séparément des autres actifs (non pris en location), ou avec les actifs sous-jacents correspondants en détaillant en annexe les postes contenant les actifs de droit d'utilisation. Charges d'amortissement en frais généraux |
| Présentation du passif de location dans les États financiers | Séparément des autres passifs, ou avec ces autres passifs et communication en annexe des postes contenant les passifs de location. Charges d'intérêts en Produit Net Bancaire |

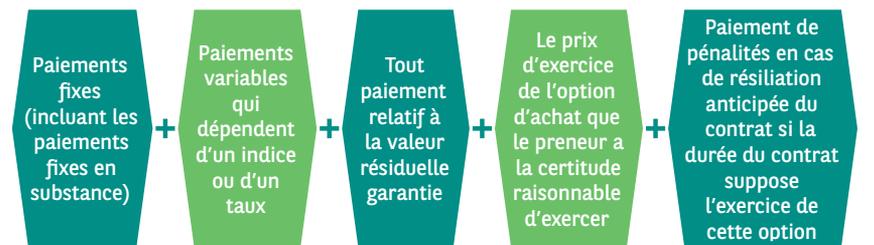
Durée du contrat de location

En ce qui concerne la durée de location, elle est synthétisée comme suit :



Passif de location :

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée de :



L'évaluation ultérieure du passif de location correspond aux situations nécessitant une réévaluation du contrat ainsi que leur impact :

- Changement dans l'évaluation initiale de la durée de la location ou des options d'achat/résiliation :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Révision du taux d'actualisation
- Changements dans les indices ou les taux affectant les paiements :
 - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
 - Taux d'actualisation inchangé

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

La durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survalueurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI adopte les principes suivants :

- L'approche par composants.
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.
- L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif.



Tableau des composants Groupe BMCI.

| Nature du composant | Durée d'amortissement en années | POIDS DU COMPOSANT |
|---------------------|---------------------------------|--------------------|
| Gros œuvre | 60 | 59% |
| Façade | 30 | 18% |
| IGT | 20 | 23% |

3- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'approche retenue par le groupe BMCI pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

| Catégories d'immobilisations | Durée d'amortissement |
|-------------------------------------|-----------------------|
| Logiciels dédiés à la clientèle | 3 ans |
| Logiciels internes d'infrastructure | 8 ans |

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

4- GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

5- IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

6- AVANTAGES AU PERSONNEL

Principe

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

Classification des avantages au personnel

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

Méthode

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant. L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :
 - démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
 - financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

Options retenues par la BMCI

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.

7- COÛT DU RISQUE

Le coût du risque comprend les éléments de résultat suivants :

- les dotations et reprises de dépréciations couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (Bucket1 et Bucket2) relatifs aux crédits et aux instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres ;
- les dotations et reprises de dépréciations des actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur (Bucket3), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ;

Sont également comptabilisées en coût du risque les charges liées aux incidents et aux litiges inhérents à l'activité de financement.

Augmentation significative du risque de crédit

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

- Facilités accordées aux grandes entreprises, institutions financières, États souverains et obligations
- L'indicateur utilisé pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit est la note interne de crédit de la contrepartie. La détérioration de la qualité de crédit est considérée comme significative et la facilité (ou l'obligation) classée en Bucket2 si la différence entre la note interne de la contrepartie à l'origination et celle en date de clôture est supérieure ou égale à 3 crans (par exemple, un passage de la note 4- à la note 5-).

La mesure de simplification « risque de crédit faible » autorisée par IFRS 9 (i.e. selon laquelle les obligations avec une notation « investment grade » en date de clôture sont considérées comme étant en Bucket1, et celles avec une notation « non-investment grade » en date de clôture sont considérées comme étant en Bucket 2) est utilisée uniquement pour les titres de dette pour lesquels aucune note interne n'est disponible en date de comptabilisation initiale.

- Facilités accordées aux PME et clientèle de détail.

L'augmentation significative du risque de crédit est également liée la note interne de crédit de la contrepartie. Du fait d'une volatilité plus importante dans l'échelle de notation interne utilisée, la détérioration est considérée comme significative et la facilité classée en Bucket2 si la différence entre la note interne de la contrepartie à l'origination et celle en date de clôture est supérieure ou égale à 6 crans.

Informations prospectives

BMCI prend en compte des informations prospectives dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit ainsi que dans la mesure des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss - « ECL »). S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles fondées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques, susceptibles d'augmenter le risque de crédit de certaines expositions. Ces informations peuvent amener à resserrer les critères de passage en Bucket2, et ainsi augmenter le montant de pertes de crédit attendues pour des expositions considérées comme particulièrement vulnérables au regard de ces paramètres prospectifs.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, BMCI a fait le choix de retenir 3 scénarios macroéconomiques :

- un scénario central, en ligne avec le scénario utilisé dans le cadre du processus budgétaire ;
- un scénario adverse, correspondant au scénario utilisé trimestriellement dans le cadre des exercices de « stress-test » réalisés par le Groupe ;
- un scénario favorable, permettant de prendre en compte des situations où les performances économiques sont meilleures que prévues.

Le lien entre les scénarios macroéconomiques et la mesure de l'ECL est principalement établi par le biais de la modélisation des probabilités de défaut. Les probabilités de défaut ainsi déterminées par les scénarios macroéconomiques permettent de mesurer les pertes attendues pour chaque scénario.

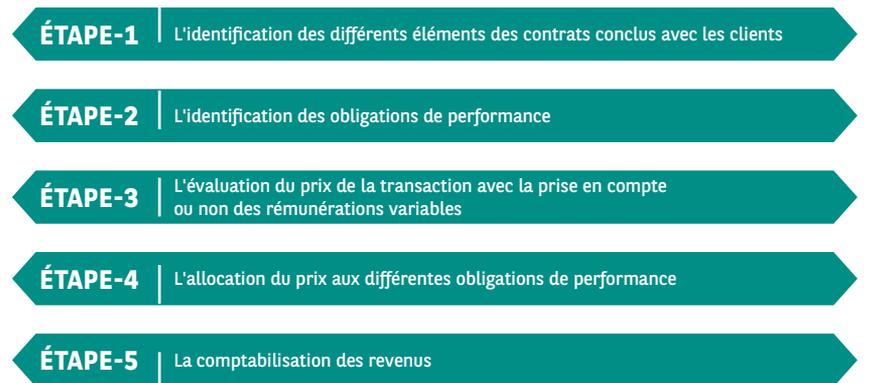
Le poids à attribuer aux pertes de crédit attendues calculées dans chacun des scénarios est défini comme suit :

- 50 % pour le scénario central ;
- le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon la position dans le cycle économique. Dans l'approche retenue, le scénario adverse a un poids plus important dans les situations en haut de cycle que dans les situations en bas de cycle, en anticipation d'un retournement potentiel défavorable de l'économie.

8- PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC LES CLIENTS

Cette norme remplace la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction », leurs interprétations et introduit un principe fondamental selon lequel la comptabilisation du chiffre d'affaires doit traduire, pour le montant auquel un vendeur s'attend à avoir droit, le transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service.

La norme IFRS 15 énonce une approche développée comprenant 5 étapes successives depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance en résultat d'un produit lorsqu'une obligation de performance est remplie :



9- IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

L'interprétation IFRIC 23 clarifie la mise en œuvre de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » en matière de comptabilisation et d'évaluation, lorsque l'incertitude entoure le traitement de l'impôt sur le résultat.

Cette incertitude peut avoir une incidence sur la détermination du bénéfice imposable, des bases fiscales, des pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés et des taux d'imposition.

Plus spécifiquement, il est nécessaire de déterminer si les positions fiscales décidées par l'entité seront validées ou non par l'autorité fiscale compétente.

10- DÉRIVES

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

11- DÉRIVES INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Au 31 décembre 2021, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

12- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts de la clientèle sont comptabilisés au coût historique.

13- PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

14- PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2020, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

15- UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ETATS FINANCIERS

La préparation des États financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux États financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les États financiers. C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques »
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux États financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

MIGRATION DU SYSTÈME D'INFORMATION DE LA BMCI

Dans le cadre de la modernisation informatique, la BMCI a initié un large programme de refonte de son système d'information afin d'accompagner ses ambitions de développement à moyen et long terme parallèlement à la mise à niveau de son environnement d'infrastructures via l'intégration de nouvelles technologies. L'étendue de ce programme couvre tout l'écosystème informatique de la banque avec, d'un côté, le Core Banking System et les outils spécifiques à la gestion des métiers spécialisés et, d'un autre côté, la gestion de la comptabilité et la production des reportings réglementaires. Ce projet intervient dans un contexte caractérisé par l'évolution constante des normes des régulateurs et des exigences du Groupe BNP Paribas (Normes comptables, KYC, Cyber-sécurité), ce qui nécessite une montée en charge soutenue. L'enjeu de ce programme est également une transformation des systèmes bancaires back-end qui pose le socle d'une banque digitale pour accélérer le développement dans les années à venir. Au courant de l'année 2020, les Crédits amortissables, les engagements par signature et les dépôts à terme ont été basculés vers le nouveau système d'information.

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore;
- Financements spécialisés : BMCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des Établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-);
 - les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1);
 - les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)
- Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n°14/G/2013

Ratio de Solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n° 26/G/2006.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank Al-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un

dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamentale de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de taux et de liquidité ;
- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'observation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

1- LE RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc. Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

Contrôles de 1^{er} niveau : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

Contrôles de 2^{ème} niveau : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^{ème} niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

Contrôles de 3^{ème} niveau : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tous, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné.

La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition.

Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

2- RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes Bâloises.

Principes fondamentaux

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Bâloises et aux standards du groupe BNP Paribas. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2^{ème} niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marché qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading.



En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP Paribas

- Un suivi fonctionnel de 3^{ème} niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale
- Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :
- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga).

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites...

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche «Mark To Market» qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche "Funding" qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

3- RISQUE DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP Paribas (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination du Taux de Cession Interne adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés au Book Fonds Propres.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une:

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulees » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son

accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la Banque et de ses concurrents. Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

4- RISQUES OPÉRATIONNELS

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation. Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le « Groupe BNP Paribas », le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA REGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standards. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel.

Le régulateur a édicté les textes relatifs au Pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ».

Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013

ORGANISATION ET GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle II en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché. L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle II. La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
- un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et l'exhaustivité des données.
- l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS

| | En milliers de DH | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 1 582 393 | 1 171 925 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 400 473 | 1 428 681 |
| ➤ Actifs financiers détenus à des fins de transactions | 1 094 044 | 1 242 274 |
| ➤ Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat | 306 429 | 186 407 |
| Instruments dérivés de couverture | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 3 896 112 | 5 351 748 |
| ➤ Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | 3 896 112 | 5 351 748 |
| ➤ Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | | |
| Titres au coût amorti | 4 002 675 | 3 051 778 |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 1 534 478 | 1 546 368 |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti | 51 574 143 | 50 856 034 |
| Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux | | |
| Placements des activités d'assurance | | |
| Actifs d'impôt exigible | 201 756 | 3 072 |
| Actifs d'impôt différé | 357 383 | 137 486 |
| Comptes de régularisation et autres actifs | 1 135 560 | 961 218 |
| Actifs non courants destinés à être cédés | | |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence | 12 132 | 13 695 |
| Immeubles de placement | 27 569 | 28 896 |
| Immobilisations corporelles | 1 266 200 | 1 531 330 |
| Immobilisations incorporelles | 532 157 | 439 862 |
| Écarts d'acquisition | 87 720 | 87 720 |
| TOTAL ACTIF IFRS | 67 610 751 | 66 609 813 |

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Intérêts et produits assimilés | 2 996 661 | 3 067 734 |
| Intérêts et charges assimilés | 658 537 | 730 045 |
| MARGE D'INTÉRÊT | 2 338 124 | 2 337 689 |
| Commissions perçues | 520 358 | 503 657 |
| Commissions servies | 71 633 | 52 072 |
| MARGE SUR COMMISSIONS | 448 725 | 451 586 |
| Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette | | |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 337 678 | 347 630 |
| ➤ Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction | 352 531 | 351 193 |
| ➤ Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat | -14 853 | -3 563 |
| Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres | 3 413 | 2 245 |
| ➤ Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables | 3 413 | 2 245 |
| ➤ Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) | | |
| Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti | | |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat | | |
| Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat | | |
| Produits nets des activités d'assurances | | |
| Produits des autres activités | 86 497 | 50 585 |
| Charges des autres activités | 170 569 | 138 168 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 3 043 867 | 3 051 568 |
| Charges générales d'exploitation | 1 884 932 | 1 512 549 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | 245 120 | 210 744 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 913 815 | 1 328 275 |
| COÛT DU RISQUE | 575 334 | 901 293 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 338 481 | 426 982 |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence | 240 | 2 693 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 12 260 | -69 365 |
| Variations de valeurs des écarts d'acquisition | | |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 350 981 | 360 310 |
| Impôts sur les bénéfices | 184 182 | 215 532 |
| RÉSULTAT NET | 166 798 | 144 778 |
| Résultat hors groupe | -27 311 | -10 724 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 194 109 | 155 501 |
| Résultat par action (en dirham) | 15 | 12 |
| Résultat dilué par action (en dirham) | | |

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|----------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| RÉSULTAT NET | 166 798 | 144 778 |
| Éléments recyclables en résultat net : | | |
| Écarts de conversion | | |
| Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables | -23 649 | 31 591 |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence | | |
| Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables | | |
| Impôts liés | 8 750 | -11 689 |
| Éléments non recyclables en résultat net : | | |
| Réévaluation des immobilisations | | |
| Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies | 13 296 | -6 895 |
| Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat | | |
| Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres | | |
| Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables | | |
| Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables | | |
| Impôts liés | -4 911 | 2 542 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | -6 513 | 15 549 |
| RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES | 160 285 | 160 327 |
| Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère) | 187 596 | 171 050 |
| Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle) | -27 311 | -10 724 |

BILAN PASSIF IFRS

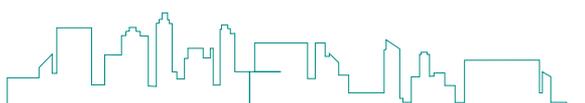
| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 1 | 1 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 11 790 | 46 986 |
| ➤ Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 11 790 | 46 986 |
| ➤ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | |
| Instruments dérivés de couverture | | |
| Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés | 5 152 651 | 4 029 278 |
| Dettes envers la clientèle | 42 425 175 | 44 620 379 |
| Titres de créance émis | 5 971 770 | 4 346 675 |
| Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux | | |
| Passifs d'impôt courant | 31 083 | 35 807 |
| Passifs d'impôt différé | 217 601 | 98 187 |
| Comptes de régularisation et autres passifs | 3 529 424 | 2 927 328 |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés | | |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | | |
| Provisions pour risques et charges | 754 897 | 591 419 |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | | |
| Dettes subordonnées | 2 261 804 | 2 262 119 |
| Capital et réserves liées | 6 541 881 | 6 541 881 |
| Réserves consolidées | 487 487 | 900 074 |
| ➤ Part du groupe | 444 942 | 859 331 |
| ➤ Part des minoritaires | 42 545 | 40 742 |
| Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe | 58 388 | 64 901 |
| Résultat net de l'exercice | 166 798 | 144 778 |
| ➤ Part du groupe | 194 109 | 155 501 |
| ➤ Part des minoritaires | -27 311 | -10 724 |
| TOTAL PASSIF IFRS | 67 610 751 | 66 609 813 |
| CAPITAUX PROPRES | 7 254 555 | 7 651 634 |
| ➤ Part du groupe | 7 239 321 | 7 621 615 |
| ➤ Part des intérêts minoritaires | 15 234 | 30 019 |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| | En milliers de DH | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 350 981 | 360 310 |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 245 120 | 210 744 |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | | |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers | 588 664 | 895 087 |
| +/- Dotations nettes aux provisions | 163 477 | 166 346 |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | 240 | 2 693 |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement | | |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités de financement | | |
| +/- Autres mouvements | -29 276 | -44 554 |
| TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS | 968 225 | 1 230 316 |
| DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS | 968 225 | 1 230 316 |
| +/- Flux liés aux opérations avec les Établissements de crédit et assimilés | -358 282 | -1 780 297 |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle | -3 496 050 | 2 719 798 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | 2 112 508 | -2 997 064 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | 427 755 | -50 951 |
| - Impôts versés | -484 248 | -386 957 |
| DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | -1 798 317 | -2 495 472 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE | -479 111 | -904 846 |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations | 1 323 | -3 156 |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement | 1 327 | 1 548 |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -72 286 | -132 142 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | -69 636 | -133 750 |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | -571 009 | - |
| +/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement | -315 | -2 373 |
| FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | -571 324 | -2 373 |
| EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE | | |
| AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | -1 120 071 | -1 040 969 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE | -730 941 | 310 028 |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif) | 1 171 925 | 1 239 577 |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit | -1 902 866 | -929 549 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE | -1 851 012 | -730 941 |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif) | 1 582 393 | 1 171 925 |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit | -3 433 405 | -1 902 866 |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE | -1 120 071 | -1 040 969 |

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

| | En milliers de DH | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Impôts courants | 201 756 | 3 072 |
| Impôts différés | 357 383 | 137 486 |
| ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS | 559 139 | 140 558 |
| Impôts courants | 31 083 | 35 807 |
| Impôts différés | 217 601 | 98 187 |
| PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS | 248 684 | 133 994 |
| Charge d'impôts courants | 191 665 | 364 848 |
| Charge nette d'impôts différés de l'exercice | -7 483 | -149 316 |
| CHARGES NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES | 184 182 | 215 532 |
| LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Résultat net | 166 798 | 144 778 |
| Charges d'impôt sur les bénéfices | 184 182 | 215 532 |
| TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN | 52,5% | 59,8% |
| ANALYSE DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Taux d'impôt en vigueur | 37,0% | 37,0% |
| Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères | | |
| Imposition forfaitaire | | |
| Différences permanentes | | |
| Changement de taux | 0,0% | 0,0% |
| Déficit reportable | | |
| Autres éléments | 15,5% | 22,8% |
| TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN | 52,5% | 59,8% |


TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

| | Capital | Réserves liées au capital | Actions propres | Réserves et résultats consolidés | Gains ou pertes latents ou différés | Capitaux propres part Groupe | Intérêts minoritaires | Total |
|---|-----------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|-----------|
| CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2019 | 1 327 928 | 5 213 953 | - | 865 481 | 49 352 | 7 456 715 | 41 020 | 7 497 734 |
| Opérations sur capital | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paielements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | - | - | - | -277 | -277 |
| Autres | - | - | - | 71 | - | 71 | - | 71 |
| RÉSULTAT AU 31 DÉC. 2020 | - | - | - | 155 501 | - | 155 501 | -10 724 | 144 778 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E) | - | - | - | - | 15 549 | 15 549 | - | 15 549 |
| Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F) | - | - | - | -6 221 | - | -6 221 | - | -6 221 |
| GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F) | - | - | - | -6 221 | 15 549 | 9 328 | - | 9 328 |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2020 | 1 327 928 | 5 213 953 | - | 1 014 833 | 64 901 | 7 621 615 | 30 019 | 7 651 634 |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Élimination des Réévaluations sur titres AFS reclassés en Titres au coût amorti | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2020 CORRIGÉS | 1 327 928 | 5 213 953 | - | 1 014 833 | 64 901 | 7 621 615 | 30 019 | 7 651 634 |
| Opérations sur capital | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Paielements fondés sur des actions | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations sur actions propres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dividendes | - | - | - | -571 009 | - | -571 009 | 275 | -570 734 |
| Autres | - | - | - | 283 | - | 283 | 12 250 | 12 533 |
| RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2021 | - | - | - | 194 109 | - | 194 109 | -27 311 | 166 798 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E) | - | - | - | - | -6 513 | -6 513 | - | -6 513 |
| Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F) | - | - | - | 836 | - | 836 | - | 836 |
| GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F) | - | - | - | 836 | -6 513 | -5 677 | - | -5 677 |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 | 1 327 928 | 5 213 953 | - | 639 052 | 58 388 | 7 239 321 | 15 233 | 7 254 555 |

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---|------------|------------|
| TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR | | |
| Effets publics et valeurs assimilés | 3 896 112 | 5 351 748 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 3 896 112 | 5 351 748 |
| ➤ Titres cotés | - | - |
| ➤ Titres non cotés | - | - |
| Titres de participations non consolidés | - | - |
| TOTAL DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES | 3 896 112 | 5 351 748 |

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | | | 31/12/2020 | | |
|--|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
| | Valeur au Bilan | Gains latents | Pertes latentes | Valeur au Bilan | Gains latents | Pertes latentes |
| Effets publics et valeurs assimilées | 3 829 170 | 91 812 | - | 5 269 597 | 115 460 | - |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | - | - | 2 286 | - | - | 2 286 |
| Créances rattachées | 66 942 | - | - | 82 151 | - | - |
| VALEUR AU BILAN DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES | 3 896 112 | 91 812 | 2 286 | 5 351 748 | 115 461 | 2 286 |
| Total gains et pertes latents | - | 91 812 | 2 286 | - | 115 461 | 2 286 |
| Impôts différés | - | 33 970 | 686 | - | 42 721 | 686 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux Propres recyclables | - | 57 842 | 1 600 | - | 72 740 | 1 600 |
| GAINS ET PERTES LATENTS INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES | - | 57 842 | 1 600 | - | 72 740 | 1 600 |

IMMEUBLES DE PLACEMENT

En milliers de DH

| | 31/12/2020 | Variation périmètre | Acquisitions | Cessions et échéances | Écart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2021 |
|------------------------------|------------|---------------------|--------------|-----------------------|---------------------|-------------------|------------|
| Valeur brute | 45 669 | - | 407 | - | - | - | 46 076 |
| Amortissements et provisions | 18 773 | - | - | - | - | 1 734 | 18 507 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 28 896 | - | 407 | - | - | -1 734 | 27 569 |

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | | | 31/12/2020 | | |
|---|--------------|--|--------------|--------------|--|--------------|
| | Valeur brute | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette | Valeur brute | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette |
| Terrains et constructions | 1 227 625 | 223 501 | 1 004 124 | 1 794 310 | 563 572 | 1 230 738 |
| Equip. Mobilier, installation | 684 386 | 540 815 | 143 571 | 653 809 | 498 747 | 155 062 |
| Biens mobiliers donnés en location | - | - | - | - | - | - |
| Autres immobilisations | 652 997 | 534 492 | 118 505 | 766 189 | 620 658 | 145 531 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 565 008 | 1 298 808 | 1 266 200 | 3 214 308 | 1 682 977 | 1 531 330 |
| Logiciels informatiques acquis | 971 640 | 550 130 | 421 510 | 803 692 | 482 977 | 320 715 |
| Logiciels informatiques produits par l'entreprise | - | - | - | - | - | - |
| Autres immobilisations incorporelles | 110 647 | - | 110 647 | 119 147 | - | 119 147 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 082 287 | 550 130 | 532 157 | 922 839 | 482 977 | 439 862 |

ÉCARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

| | 31/12/2020 | Variation périmètre | Écart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2021 |
|------------------------------|------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------|
| Valeur brute | 87 720 | - | - | - | 87 720 |
| Cumul des pertes de valeurs | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 87 720 | - | - | - | 87 720 |



PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI

| | En milliers de DH | |
|--------------------------------------|-------------------|------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS | 1 534 478 | 1 546 368 |
| Comptes et prêts | 137 746 | 606 963 |
| Valeurs reçues en pension | - | - |
| Prêts subordonnés | - | - |
| Autres prêts et créances | 1 291 354 | 925 968 |
| TOTAL EN PRINCIPAL | 1 429 101 | 1 532 931 |
| Créances rattachées | 111 035 | 15 419 |
| Provisions | 5 659 | 1 982 |
| Valeur nette | 1 534 477 | 1 546 368 |
| OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE | 3 415 456 | 3 940 276 |
| Comptes à vue | 141 698 | 576 064 |
| Comptes et avances à terme | 3 268 992 | 3 353 782 |
| Prêts subordonnés | - | - |
| Créances rattachées | 4 766 | 10 430 |

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

| | En milliers de DH | |
|--------------------------------------|-------------------|------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS | 5 152 651 | 4 029 278 |
| Comptes et emprunts | 4 928 494 | 3 438 929 |
| Valeurs données en pension | 193 373 | 551 022 |
| TOTAL EN PRINCIPAL | 5 121 867 | 3 989 950 |
| Dettes rattachées | 30 784 | 39 329 |
| VALEUR AU BILAN | 5 152 651 | 4 029 278 |
| OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE | 3 479 040 | 3 983 604 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 142 672 | 551 300 |
| Comptes et avances à terme | 3 331 602 | 3 423 018 |
| Dettes rattachées | 4 766 | 9 286 |

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| | En milliers de DH | | | | | |
|--|---------------------|----------------|--------------------|------------------------|-------------------|---------------------|
| | Solde au 31/12/2020 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres Variations | Solde au 31/12/2021 |
| Provision pour risques d'exécution des engagements par signature | 137 943 | 95 765 | - | - | - | 233 708 |
| Provision pour engagements sociaux | 131 385 | 15 778 | 6 679 | - | -13 296 | 127 188 |
| Provision pour litige et garanties de passif | 47 345 | 32 854 | - | - | - | 80 199 |
| Provision pour risques fiscaux | - | - | - | - | - | - |
| Provision pour impôts | - | - | - | - | - | - |
| Autres provisions pour risques et charges | 274 746 | 227 536 | 190 091 | - | 1 611 | 313 802 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 591 419 | 371 933 | 196 770 | - | -11 685 | 754 897 |

MARGE D'INTÉRÊT

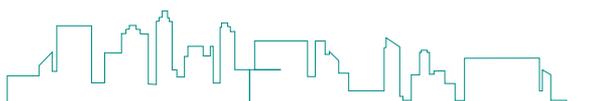
| | 31/12/2021 | | | 31/12/2020 | | |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE | 2 714 642 | 421 799 | 2 292 843 | 2 777 570 | 418 879 | 2 358 691 |
| Comptes et prêts / emprunts | 2 246 223 | 172 070 | 2 074 154 | 2 426 936 | 285 942 | 2 140 994 |
| Opérations de pensions | 3 883 | 7 385 | -3 502 | 6 417 | 6 277 | 140 |
| Opérations de location-financement | 464 535 | 242 344 | 222 191 | 344 218 | 126 660 | 217 558 |
| OPÉRATIONS INTERBANCAIRES | 45 049 | 31 829 | 13 220 | 53 333 | 54 398 | -1 065 |
| Comptes et prêts / emprunts | 45 049 | 20 436 | 24 613 | 53 333 | 48 247 | 5 086 |
| Opérations de pensions | - | 11 393 | -11 393 | - | 6 151 | -6 151 |
| EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE | - | 204 909 | -204 909 | - | 256 768 | -256 768 |
| TITRES DE DETTES | 236 971 | - | 236 971 | 236 830 | - | 236 830 |
| TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS | 2 996 661 | 658 537 | 2 338 124 | 3 067 734 | 730 045 | 2 337 689 |

COMMISSIONS NETTES

| | 31/12/2021 | | | 31/12/2020 | | |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS | 94 749 | 48 701 | 46 048 | 102 843 | 30 699 | 72 145 |
| ☑ Avec les Établissements de crédit | - | - | - | - | 20 | -20 |
| ☑ Avec la clientèle | 69 078 | 41 404 | 27 674 | 74 158 | 30 195 | 43 964 |
| ☑ Sur titres | 22 071 | 7 297 | 14 774 | 22 977 | 484 | 22 493 |
| ☑ De change | 3 600 | - | 3 600 | 5 708 | - | 5 708 |
| ☑ Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan | - | - | - | - | - | - |
| PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS | 425 610 | 22 932 | 402 678 | 400 814 | 21 373 | 379 441 |
| Produits nets de gestion d'OPCVM | 32 379 | 194 | 32 185 | 35 041 | 428 | 34 613 |
| Produits nets sur moyen de paiement | 96 040 | - | 96 040 | 110 772 | - | 110 772 |
| Assurance | 90 958 | - | 90 958 | 76 521 | - | 76 521 |
| Autres | 206 233 | 22 738 | 183 495 | 178 480 | 20 945 | 157 535 |
| PRODUITS NETS DE COMMISSIONS | 520 358 | 71 633 | 448 725 | 503 657 | 52 072 | 451 586 |

INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - BILAN AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | | | | | |
|---|-------------------|--------------------------------------|-----------------|-----------------------------|---------|------------|
| | Banque de détail | Sociétés de financement spécialisées | Banque offshore | Société de gestion d'actifs | Autres | Total |
| TOTAL BILAN | 60 337 372 | 4 143 381 | 2 785 926 | 46 298 | 297 774 | 67 610 751 |
| Dont | | | | | | |
| ÉLÉMENTS D'ACTIF | | | | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 1 363 012 | - | - | 29 461 | 8 000 | 1 400 473 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 3 856 872 | - | - | 8 860 | 30 380 | 3 896 112 |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 1 533 243 | 118 | 473 | - | 644 | 1 534 478 |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti | 44 786 726 | 4 057 337 | 2 714 687 | 3 799 | 11 595 | 51 574 143 |
| Immobilisations corporelles | 1 182 033 | 165 | 4 964 | 143 | 78 895 | 1 266 200 |
| ÉLÉMENTS DU PASSIF | | | | | | |
| Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés | 3 364 857 | 40 308 | 1 746 082 | - | 1 404 | 5 152 651 |
| Dettes envers la clientèle | 41 574 868 | 52 468 | 797 446 | - | 393 | 42 425 175 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance | - | - | - | - | - | - |
| Dettes subordonnées | 2 261 804 | - | - | - | - | 2 261 804 |
| Capitaux propres | 7 107 817 | 176 851 | 9 864 | 13 195 | -53 172 | 7 254 555 |


RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9

En milliers de DH

| | CRÉANCES ET ENGAGEMENTS | | | DÉPRÉCIATIONS | | |
|--|-------------------------|------------|-----------|---------------|-----------|-----------|
| | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 |
| RÉPARTITION DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 AU 31/12/2021 | | | | | | |
| ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES | 3 896 310 | | | 198 | | |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit | | | | | | |
| Prêts et créances sur la clientèle | | | | | | |
| Titres de dettes | 3 896 310 | | | 198 | | |
| ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI | 45 504 005 | 10 639 924 | 8 406 091 | 310 972 | 925 488 | 6 202 265 |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit | 1 540 137 | | | 5 659 | | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 39 959 935 | 10 639 924 | 8 406 091 | 304 055 | 925 488 | 6 202 265 |
| Titres de dettes | 4 003 933 | | | 1 258 | | |
| TOTAL ACTIF | 49 400 315 | 10 639 924 | 8 406 091 | 311 170 | 925 488 | 6 202 265 |
| Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9 | 13 064 899 | 4 638 672 | 652 458 | 37 180 | 91 820 | 104 708 |
| TOTAL | 62 465 214 | 15 278 596 | 9 058 550 | 348 350 | 1 017 308 | 6 306 973 |
| RÉPARTITION DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 AU 31/12/2020 | | | | | | |
| ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES | 5 351 986 | | | 239 | | |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit | | | | | | |
| Prêts et créances sur la clientèle | | | | | | |
| Titres de dettes | 5 351 986 | | | 239 | | |
| ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI | 46 803 482 | 7 554 994 | 8 409 115 | 435 334 | 963 590 | 5 914 487 |
| Prêts et créances sur les Établissements de crédit | 1 541 385 | 6 966 | | 1 945 | 38 | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 42 209 107 | 7 548 028 | 8 409 115 | 432 178 | 963 553 | 5 914 487 |
| Titres de dettes | 3 052 990 | | | 1 212 | | |
| TOTAL ACTIF | 52 155 469 | 7 554 994 | 8 409 115 | 435 573 | 963 590 | 5 914 487 |
| Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9 | 15 949 820 | 1 868 505 | 644 999 | 70 309 | 44 572 | 23 062 |
| TOTAL | 68 105 288 | 9 423 499 | 9 054 114 | 505 881 | 1 008 162 | 5 937 549 |

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|------------|------------|
| DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS SAINS (BUCKET 1 ET BUCKET 2) | 148 616 | -248 465 |
| BUCKET 1 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LES 12 MOIS À VENIR | 157 761 | -56 733 |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | 41 | -11 |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 124 592 | -55 079 |
| Engagements par signature | 33 129 | -1 644 |
| BUCKET 2 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LA DURÉE DE VIE | -9 146 | -191 732 |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | - | 53 |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | 38 103 | -185 235 |
| Engagements par signature | -47 248 | -6 550 |
| DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS DÉPRÉCIÉS (BUCKET 3) | | |
| BUCKET 3 : ACTIFS DÉPRÉCIÉS | -556 421 | -360 193 |
| Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables | | |
| Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti | -474 775 | -360 193 |
| Engagements par signature | -81 646 | |
| Autres actifs | - | - |
| Provisions pour Risques et charges hors risque de crédit (IAS 37) | -34 712 | -115 792 |
| DOTATIONS NETTES DE REPRISES DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS | -442 517 | -724 450 |
| Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés | | |
| Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés | | |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables | -140 469 | -185 726 |
| Récupérations sur prêts et créances | 7 652 | 8 883 |
| Comptabilisés au coût amorti | 7 652 | 8 883 |
| Comptabilisés en capitaux propres recyclables | | |
| COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT | -575 334 | -901 293 |

**RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL
COMpte DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2021**

En milliers de DH

| | Banque de détail | Sociétés de financement spécialisées | Banque Offshore | Société de gestion d'actifs | Autres | Éliminations | Total |
|------------------------------------|------------------|--------------------------------------|-----------------|-----------------------------|---------|--------------|-----------|
| MARGE D'INTÉRÊT | 2 202 312 | 133 788 | 31 207 | -44 | -8 397 | -20 742 | 2 338 124 |
| MARGE SUR COMMISSIONS | 386 559 | -190 | 9 343 | 20 788 | 53 521 | -21 296 | 448 725 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 2 897 411 | 135 136 | 40 140 | 19 480 | 56 104 | -104 403 | 3 043 867 |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 1 784 757 | 42 212 | 8 222 | 15 979 | 66 508 | -32 745 | 1 884 932 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 301 989 | 60 902 | 64 898 | 3 751 | -18 373 | -74 688 | 338 481 |
| RÉSULTAT NET | 199 331 | 40 036 | 37 411 | 2 439 | -32 839 | -79 580 | 166 798 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 199 367 | 36 894 | 37 411 | 2 439 | -2 422 | -79 580 | 194 109 |

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | | 31/12/2020 | |
|--|---|--|---|--|
| | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Actifs financiers à la JV par résultat | Actifs financiers détenus à des fins de transaction | Actifs financiers à la JV par résultat |
| Créances sur les Établissements de crédit | | | | |
| Créances sur la clientèle | | | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes | | | | |
| Valeur reçus en pension | | | | |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | |
| OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE | 1 087 130 | | 1 186 699 | |
| Titres cotés | | | | |
| Titres non cotés | 1 087 130 | | 1 186 699 | |
| ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE | - | 306 429 | - | 186 407 |
| Titres cotés | | | | |
| Titres non cotés | | 306 429 | | 186 407 |
| INSTRUMENTS DÉRIVÉS | 6 914 | | 55 575 | |
| CRÉANCES RATTACHÉES | | | | |
| JUSTE VALEUR AU BILAN | 1 094 044 | 306 429 | 1 242 274 | 186 407 |

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|------------------------------|------------|------------|
| Valeurs données en pension | | |
| Instruments dérivés | 11 790 | 46 986 |
| JUSTE VALEUR AU BILAN | 11 790 | 46 986 |

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2021

En milliers de DH

| Entreprises consolidées par : | Mise en équivalence | Intégration globale |
|--|---------------------|---------------------|
| | ACTIF | |
| PRÊTS, AVANCES ET TITRES | 1 758 | 3 521 326 |
| Comptes ordinaires | 1 758 | 184 955 |
| Prêts | | 3 336 371 |
| Titres | | |
| Opération de location financement | | |
| ACTIF DIVERS | | 46 315 |
| TOTAL | 1 758 | 3 567 641 |
| PASSIF | | |
| DÉPÔTS | 602 500 | 184 955 |
| Comptes ordinaires | | 184 955 |
| Autres emprunts | 602 500 | |
| DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE | | |
| PASSIF DIVERS | 1 412 | 3 382 686 |
| TOTAL | 603 912 | 3 567 641 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE | | |
| Engagements donnés | | 1 889 211 |
| Engagements reçus | | 1 889 211 |

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2021

En milliers de DH

| Entreprises consolidées par : | Mise en équivalence | Intégration globale |
|--|---------------------------------------|---------------------|
| | INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS | |
| INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS | 20 810 | 119 977 |
| COMMISSIONS (PRODUITS) | | 32 883 |
| COMMISSIONS (CHARGES) | | 11 586 |
| PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES | | |
| PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES | 1 441 | 31 442 |
| LOYERS REÇUS | 2 511 | 9 893 |

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|--|------------|------------|
| AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE | 5 971 770 | 4 346 675 |
| Titres de créances négociables | 5 971 770 | 4 346 675 |
| Emprunts obligataires | | |
| DETTES SUBORDONNÉES | 2 261 804 | 2 262 119 |
| Emprunt subordonné | | |
| À durée déterminée | 2 261 804 | 2 262 119 |
| À durée indéterminée | | |
| TITRES SUBORDONNÉS | | |
| À durée déterminée | | |
| À durée indéterminée | | |
| TOTAL | 8 233 574 | 6 608 794 |

DÉTAIL DES TITRES DE DETTE PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

| | 31/12/2021 | | 31/12/2020 | |
|---|---------------------------------|--------------|------------------------|---------------------------------|
| | Valeur brute avant dépréciation | Dépréciation | Valeur nette comptable | Valeur brute avant dépréciation |
| États | 3 994 981 | -200 | 3 994 781 | 3 037 900 |
| Autres administrations publiques | | | | -147 |
| Établissements de crédit | 8 952 | -1 059 | 7 893 | 15 090 |
| Autres | | | | - |
| TOTAL TITRES DE DETTE AU COÛT AMORTI | 4 003 933 | -1 258 | 4 002 675 | 3 052 990 |

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

En milliers de DH

| | Valeur de mise en équivalence | Résultat | Total bilan | Revenu (CA) | Quote-part de résultat dans les sociétés MEE |
|---|-------------------------------|----------|-------------|-------------|--|
| Sociétés financières | | | | | |
| Sociétés non financières | Arval Maroc | 3 391 | 853 046 | 333 887 | 240 |
| VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE | | 3 391 | 853 046 | 333 887 | 240 |



VARIATION DE DROITS D'UTILISATION PAR ACTIF SOUS-JACENT

| | En milliers de DH | | |
|---|-------------------|-----------------------------|----------------|
| | 31/12/2020 | Augmentations / Diminutions | Autres |
| IMMOBILIER | | | |
| Valeur brute (Bail commercial) | 191 792 | 354 819 | 546 611 |
| Amortissements et dépréciations (-) | 132 994 | -8 563 | 124 431 |
| TOTAL IMMOBILIER | 58 798 | 363 382 | 422 180 |
| MOBILIER | | | |
| Valeur brute (Matériels informatiques) | 26 228 | 19 743 | 45 971 |
| Valeur brute (Automobiles LLD) | 2 660 | 9 401 | 12 062 |
| Amortissements et dépréciations (Matériels informatiques) (-) | 16 014 | 21 598 | 37 612 |
| Amortissements et dépréciations (Automobiles LLD) (-) | 2 393 | 9 668 | 12 061 |
| TOTAL MOBILIER | 10 482 | -2 123 | 8 360 |
| TOTAL DROITS D'UTILISATION | 69 281 | 361 259 | 430 540 |
| Impôt différé actif (IDA) | 29 066 | | 133 756 |
| SOUS TOTAL | 98 346 | 361 259 | 593 362 |

VARIATION DE LA DETTE DE LOCATION

| | En milliers de DH | | | | |
|--|-------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 31/12/2020 | Intérêts courus | Paiements | Autres | 31/12/2021 |
| PASSIF DE LOCATION | | | | | |
| Dettes de location - (Bail Commercial) | 64 841 | 18 872 | 169 316 | 170 164 | 423 192 |
| Dettes de location - (Matériel Informatique) | 13 451 | 1 871 | 6 865 | -5 319 | 16 866 |
| Dettes de location - (Automobiles LLD) | 265 | 271 | 6 233 | -6 769 | 0 |
| TOTAL DROITS D'UTILISATION | 78 556 | 21 013 | 182 414 | | 440 059 |
| Impôt différé Passif (IDP) | 25 634 | | | 133 666 | 159 300 |
| Capitaux propres | -5 844 | | | | -5 844 |
| Résultat | | | | -153 | -153 |
| SOUS TOTAL | 98 346 | 21 013 | 182 414 | 133 513 | 593 362 |

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
|---------------------------------|---------------|---------------|
| Capital en (DH) | 1 327 928 600 | 1 327 928 600 |
| Nombre d'actions | 13 279 286 | 13 279 286 |
| Résultat Part Groupe (KDH) | 194 109 | 155 501 |
| RÉSULTAT PAR ACTION (DH) | 15 | 12 |

TRANSFERT DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

| | En milliers de DH | | |
|---|--|---|--|
| | Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Bucket 1) | Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Bucket 2) | Dépréciations sur encours dépréciés (Bucket 3) |
| AU 31 DÉCEMBRE 2020 | -435 334 | -963 590 | -5 914 487 |
| DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS | 124 362 | 38 103 | -287 778 |
| Actifs financiers acquis ou émis pendant la période | -108 804 | -180 403 | -16 119 |
| Actifs financiers décomptabilisés pendant la période | 178 285 | 215 469 | 545 |
| Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre | 54 882 | 3 037 | -272 205 |
| Transfert de ECL Maturité (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2) | 57 347 | -321 435 | - |
| Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1) | -12 330 | 179 169 | - |
| Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) | 3 219 | 94 566 | -288 661 |
| Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1) | -3 | -8 586 | 10 908 |
| Autres dotations/reprises sans changement de strate | | | 140 469 |
| UTILISATIONS DE DÉPRÉCIATIONS | 6 648 | 59 324 | -134 920 |
| AU 31 DÉCEMBRE 2021 | -310 972 | -925 488 | -6 202 265 |

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

| Par type de risque 31/12/2021 | En milliers de DH | | |
|-------------------------------|-------------------|---------|-------------------|
| | Valeur comptable | | Montant notionnel |
| | Actifs | Passifs | |
| Capitaux propres | | | |
| Change | 6 436 | | |
| Crédit | | | |
| Matières premières | | | |
| TOTAL | 6 436 | | |

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS | 9 638 583 | 10 345 454 |
| ➤ D'ordre des Établissements de crédit | 3 346 844 | 4 093 484 |
| ➤ D'ordre de la clientèle | 6 291 739 | 6 251 970 |
| ➤ Cautions administratives et fiscales et autres cautions | | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS | 4 320 275 | 5 474 802 |
| ➤ Des Établissements de crédit | 2 811 229 | 4 581 887 |
| ➤ De l'état et d'autres organismes de garantie | 1 496 297 | 886 288 |
| ➤ D'autres organismes de garantie | 12 749 | 6 627 |

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS | 8 064 988 | 7 472 871 |
| ➤ Aux Établissements de crédit | 50 000 | 33 918 |
| ➤ À la clientèle | 8 014 988 | 7 383 253 |
| ➤ Autre engagements en faveur de la clientèle | | 55 700 |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS | - | - |
| ➤ Des Établissements de crédit | | |
| ➤ De la clientèle | | |

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

PwC
Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa
20220 Hay Hassani
Casablanca

GROUPE BMCI

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2021

Nous avons procédé à un examen limité des états financiers consolidés de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.254.555 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 166.798. Ces états financiers ont été arrêtés par le directoire le 21 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Dans le contexte de la migration du système informatique bancaire en 2021, la banque poursuit à la date de la présente attestation, des travaux d'analyse et de justification de certains comptes d'autres actifs et d'autres passifs. Ces comptes représentent au 31 décembre 2021 respectivement un total de 460 MMAD et de 598 MMAD. Par conséquent, nous ne pouvons pas apprécier l'impact qui pourrait en découler sur les états de synthèse.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence éventuelle du point décrit dans le paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 31 décembre 2021, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 29 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Hicham Belmqadem
Associé

PwC Maroc

Lot 57 Tour CFC, 19ème étage, Casa Anfa
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 5 22 99 98 00 F: +212 5 22 23 88
R: 16916 / TP: 37999135
IF: 1106706 - CNSS: 7567045

Mohamed Rqibate
Associé

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Comptes sociaux





1-1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les États de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1-2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les États de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux Établissements de crédit.

La présentation des États de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1-3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les Établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
Créances à vue et à terme, pour les Établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

- Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1-4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les Établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les États de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les Établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1-5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1-5-1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1-5-2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1-5-3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition. Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Comme autorisé par le PCEC en cas de changement d'intention de gestion, un portefeuille d'instrument de dettes a été reclassé de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement ».

1-5-4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition. A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

1-5-5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1-5-6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1-6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1-7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1-8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

| Nature | Durée d'amortissement |
|-------------------------|-----------------------|
| Droit au bail | non amortissable |
| Logiciels informatiques | 7 ans |

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

| Nature | Durée d'amortissement |
|---|-----------------------|
| Terrains d'exploitation | non amortissables |
| Immeubles d'exploitation : bureaux | 25 ans |
| Matériel roulant | 5 ans |
| Matériel de bureau | 5 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |
| Agencements, aménagements et installations d'exploitation | 10 ans |
| Matériel informatique : | |
| - Grosse informatique | 10 ans |
| - Micro informatique | 7 ans |

1-9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1-10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1-11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1-12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1-13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

AUTRES INFORMATIONS

Migration du système d'information de la BMCI

Dans le cadre de la modernisation informatique, la BMCI a initié un large programme de refonte de son système d'information afin d'accompagner ses ambitions de développement à moyen et long terme parallèlement à la mise à niveau de son environnement d'infrastructures via l'intégration de nouvelles technologies, l'étendue de ce programme couvre tout l'écosystème informatique de la banque avec, d'un côté, le Core Banking System et les outils spécifiques à la gestion des métiers spécialisés et, d'un autre côté, la gestion de la comptabilité et la production des reportings réglementaires. Ce projet intervient dans un contexte caractérisé par l'évolution constante des normes des régulateurs et des exigences du Groupe BNP Paribas (Normes comptables, KYC, Cyber-sécurité) et par l'adoption, en parallèle, de la technologie Cloud par le Groupe BNP Paribas, ce qui nécessite une montée en charge soutenue. L'enjeu de ce programme est également une transformation des systèmes bancaires back-end qui pose le socle d'une banque digitale pour accélérer le développement dans les années à venir.



| BILAN ACTIF | En milliers de DH | |
|--|-------------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX | 1 582 377 | 1 171 914 |
| CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 4 887 862 | 5 023 247 |
| À vue | 540 945 | 823 960 |
| À terme | 4 346 917 | 4 199 287 |
| CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE | 41 347 586 | 40 684 313 |
| Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation | 14 959 976 | 14 579 665 |
| Crédits et financements participatifs à l'équipement | 7 033 723 | 8 412 274 |
| Crédits et financements participatifs immobiliers | 15 974 156 | 15 642 869 |
| Autres crédits et financements participatifs | 3 379 731 | 2 049 505 |
| CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE | 3 068 074 | 3 519 391 |
| TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT | 5 191 222 | 6 468 343 |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | 4 845 006 | 6 302 577 |
| Autres titres de créance | 302 938 | 102 367 |
| Certificats de Sukuks | 41 803 | 61 925 |
| Titres de propriété | 1 475 | 1 475 |
| AUTRES ACTIFS | 1 146 460 | 773 035 |
| TITRES D'INVESTISSEMENT | 4 714 490 | 4 033 388 |
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | 3 998 888 | 3 041 681 |
| Autres titres de créance | 715 602 | 991 707 |
| Certificats de Sukuks | - | - |
| TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS | 466 736 | 364 611 |
| Participation dans les entreprises liées | 227 472 | 298 847 |
| Autres titres de participation et emplois assimilés | 239 264 | 65 765 |
| Titres de Moudaraba et Moucharaka | - | - |
| CRÉANCES SUBORDONNÉES | - | - |
| DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACÉS | - | - |
| IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION | 969 154 | 891 263 |
| IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA | - | - |
| IMMOBILISATIONS INCORPORÉES | 599 245 | 531 749 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 876 509 | 1 148 107 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 64 849 716 | 64 609 362 |

| HORS BILAN | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ENGAGEMENTS DONNÉS | 19 369 750 | 18 994 094 |
| Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | 50 000 | - |
| Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle | 7 842 340 | 6 814 972 |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés | 5 236 054 | 5 921 052 |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle | 6 241 356 | 6 202 370 |
| Titres achetés à réméré | - | - |
| Autres titres à livrer | - | 55 700 |
| ENGAGEMENTS REÇUS | 4 304 508 | 5 234 265 |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés | - | - |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés | 2 795 461 | 4 341 350 |
| Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers | 1 496 297 | 886 288 |
| Titres vendus à réméré | - | - |
| Autres titres à recevoir | 12 749 | 6 627 |
| Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir | - | - |

| COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 3 996 487 | 3 994 040 |
| Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 158 696 | 201 612 |
| Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 2 150 197 | 2 222 087 |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | 236 971 | 236 830 |
| Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks | 95 915 | 98 617 |
| Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka | - | - |
| Produits sur immobilisations en Crédit-bail et en location | 475 408 | 370 173 |
| Produits sur immobilisations données en Ijara | - | - |
| Commissions sur prestations de service | 449 999 | 423 838 |
| Autres produits bancaires | 429 302 | 440 884 |
| Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus | - | - |
| CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | -1 105 649 | -1 254 825 |
| Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés | -28 675 | -37 986 |
| Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle | -180 087 | -302 069 |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | -207 650 | -253 613 |
| Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka | - | - |
| Charges sur immobilisations en Crédit-bail et en location | -464 965 | -450 259 |
| Charges sur immobilisations données en Ijara | - | - |
| Autres charges bancaires | -224 271 | -210 898 |
| Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus | - | - |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 2 890 838 | 2 739 215 |
| Produits d'exploitation non bancaire | 466 952 | 1 349 |
| Charges d'exploitation non bancaire | -83 116 | -54 308 |
| CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | -1 961 958 | -1 571 465 |
| Charges de personnel | -885 070 | -850 756 |
| Impôts et taxes | -33 719 | -21 045 |
| Charges externes | -853 009 | -495 112 |
| Autres charges générales d'exploitation | -24 721 | - |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | -165 438 | -204 553 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES | -1 119 670 | -914 042 |
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -668 262 | -550 783 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | -77 803 | -82 586 |
| Autres dotations aux provisions | -373 605 | -280 673 |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | 604 462 | 434 936 |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 412 802 | 346 620 |
| Récupérations sur créances amorties | 10 008 | 8 706 |
| Autres reprises de provisions | 181 651 | 79 609 |
| RÉSULTAT COURANT | 797 508 | 635 685 |
| Produits non courants | 61 255 | - |
| Charges non courantes | -253 981 | -99 231 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 604 781 | 536 454 |
| Impôts sur les résultats | -83 521 | -260 428 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 521 260 | 276 026 |
| TOTAL PRODUITS | 5 129 156 | 4 430 325 |
| TOTAL CHARGES | -4 607 895 | -4 154 299 |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 521 260 | 276 026 |

| BILAN PASSIF | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX | - | - |
| DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 3 367 473 | 3 083 951 |
| À vue | 2 625 832 | 1 813 509 |
| À terme | 741 641 | 1 270 442 |
| DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE | 41 617 145 | 43 670 484 |
| Comptes à vue créditeurs | 31 238 590 | 31 701 586 |
| Comptes d'épargne | 6 814 617 | 7 363 673 |
| Dépôts à terme | 1 822 217 | 2 900 497 |
| Autres comptes créditeurs | 1 741 721 | 1 704 727 |
| DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS | - | - |
| TITRES DE CRÉANCE ÉMIS | 6 991 332 | 5 380 096 |
| Titres de créance négociables émis | 6 991 332 | 5 380 096 |
| Emprunts obligataires émis | - | - |
| Autres titres de créance émis | - | - |
| AUTRES PASSIFS | 2 461 800 | 2 251 823 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 731 902 | 492 879 |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | - | - |
| SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE | - | - |
| DETTES SUBORDONNÉES | 2 261 804 | 2 262 119 |
| DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS | - | - |
| ÉCARTS DE RÉÉVALUATION | - | - |
| RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL | 5 184 453 | 5 184 453 |
| CAPITAL | 1 327 929 | 1 327 929 |
| ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSÉ (-) | - | - |
| REPORT À NOUVEAU (+/-) | 384 618 | 679 601 |
| RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-) | - | - |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-) | 521 260 | 276 026 |
| TOTAL DU PASSIF | 64 849 716 | 64 609 362 |

| ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| LIBELLE | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| (+) Intérêts et produits assimilés | 2 536 547 | 2 655 659 |
| (-) Intérêts et charges assimilées | 416 412 | 593 668 |
| MARGE D'INTÉRÊT | 2 120 135 | 2 061 991 |
| (+) Produits sur financements participatifs | 9 316 | 4 870 |
| (-) Charges sur financements participatifs | 0 | 0 |
| MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS | 9 316 | 4 870 |
| (+) Produits sur immobilisations en Crédit-bail et location | 475 408 | 370 173 |
| (-) Charges sur immobilisations en Crédit-bail et location | 464 965 | 450 259 |
| RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION | 10 442 | -80 087 |
| (+) Produits sur immobilisations données en Ijara | - | - |
| (-) Charges sur immobilisations données en Ijara | - | - |
| RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1) | 0 | 0 |
| (+) Commissions perçues | 453 598 | 429 546 |
| (-) Commissions servies | 68 819 | 48 926 |
| MARGE SUR COMMISSIONS (1) | 384 780 | 380 620 |
| (+) Résultat des opérations sur titres de transaction | 30 748 | 35 180 |
| (+) Résultat des opérations sur titres de placement | 2 605 | 1 456 |
| (+) Résultat des opérations de change | 329 490 | 313 684 |
| (+) Résultat des opérations sur produits dérivés | - | -396 |
| RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1) | 362 843 | 349 925 |
| +/- RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE MOUDARABA ET MOUCHARAKA | - | - |
| (+) Divers autres produits bancaires | 101 631 | 123 531 |
| (-) Diverses autres charges bancaires | 98 308 | 101 635 |
| (+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT | - | - |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 2 890 838 | 2 739 215 |
| (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières (2) | -56 478 | -2 293 |
| (+) Autres produits d'exploitation non bancaire | 466 952 | 1 349 |
| (-) Autres charges d'exploitation non bancaire | 61 738 | 54 308 |
| (-) Charges générales d'exploitation | 1 961 958 | 1 571 465 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 1 277 617 | 1 112 498 |
| (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -323 254 | -278 043 |
| (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions | -156 855 | -198 770 |
| RÉSULTAT COURANT | 797 508 | 635 685 |
| RÉSULTAT NON COURANT | -192 727 | -99 231 |
| (-) Impôts sur les résultats | 83 521 | 260 428 |
| (+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | 521 260 | 276 026 |
| (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 165 438 | 204 553 |
| (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1) | 36 189 | 2 293 |
| (+) Dotations aux provisions pour risques généraux | 326 996 | 278 380 |
| (+) Dotations aux provisions réglementées | 0 | 0 |
| (+) Dotations non courantes | 0 | 48 532 |
| (-) Reprises de provisions | -181 651 | -72 149 |
| (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | -465 712 | 0 |
| (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 56 298 | 54 308 |
| (-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1) | 0 | 0 |
| (+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1) | 21 378 | 0 |
| (-) Reprises de subventions d'investissement reçues | - | - |
| (+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT | 480 198 | 791 943 |
| (-) Bénéfices distribués | 571 009 | 0 |
| (+) AUTOFINANCEMENT | -90 811 | 791 943 |



CRÉANCES SUBORDONNÉES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Créances | Montant | | | | Dont entreprises liées et apparentées | | En milliers de DH |
|---|------------|---------|------------|-------|---------------------------------------|------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | | 31/12/2020 | | 31/12/2021 | 31/12/2020 | |
| | Brut 1 | Prov. 2 | Net 3 | Net 4 | Net 5 | Net 6 | |
| Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés | | | | NEANT | | | |
| Créances subordonnées à la clientèle | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | En milliers de DH |
|---|------------------|----------------|-------------------|
| ACTIF | | | |
| INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS | - | - | |
| OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES | 44 617 | 16 121 | |
| DÉBITEURS DIVERS | 289 317 | 132 194 | |
| Sommes dues par l'État | 282 630 | 124 658 | |
| Sommes dues par les organismes de prévoyance | - | - | |
| Sommes diverses dues par le personnel | 1 902 | 187 | |
| Comptes clients de prestations non bancaires | - | - | |
| Divers autres débiteurs | 4 785 | 7 350 | |
| VALEURS ET EMPLOIS DIVERS | 131 552 | 202 481 | |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 680 975 | 422 239 | |
| Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan | - | - | |
| Comptes d'écart sur devises et titres | 15 495 | 15 493 | |
| Résultats sur produits dérivés de couverture | - | - | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | 2 592 | 6 547 | |
| Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc | 202 | - | |
| Produits à recevoir et charges constatées d'avance | 151 503 | 144 670 | |
| Autres comptes de régularisation | 511 183 | 255 528 | |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES | | | |
| TOTAL | 1 146 460 | 773 035 | |

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | En milliers de DH |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS | 19 369 750 | 18 938 394 | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 50 000 | - | |
| Crédits documentaires import | - | - | |
| Acceptations ou engagements de payer | - | - | |
| Ouvertures de crédits confirmés | - | - | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - | |
| Engagements irrévocables de Crédit-bail | - | - | |
| Engagements révocables sur produits participatifs | - | - | |
| Autres engagements de financement donnés | 50 000 | - | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE | 7 842 340 | 6 814 972 | |
| Crédits documentaires import | 3 253 862 | 2 221 916 | |
| Acceptations ou engagements de payer | 1 440 956 | 1 203 867 | |
| Ouvertures de crédits confirmés | - | - | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - | |
| Engagements irrévocables de Crédit-bail | - | - | |
| Engagements révocables sur produits participatifs | - | 6 351 | |
| Autres engagements de financement donnés | 3 147 522 | 3 382 838 | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 5 236 054 | 5 921 052 | |
| Crédits documentaires export confirmés | 3 690 | 13 091 | |
| Acceptations ou engagements de payer | 71 602 | - | |
| Garanties de crédits données | - | - | |
| Autres cautions, avals et garanties donnés | 5 160 762 | 5 907 960 | |
| Engagements en souffrance | - | - | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE | 6 241 356 | 6 202 370 | |
| Garanties de crédits données | - | - | |
| Cautions et garanties en faveur de l'administration publique | 3 537 865 | 3 779 186 | |
| Autres cautions et garanties données | 2 703 491 | 2 423 185 | |
| Engagements en souffrance | - | - | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS | 4 291 758 | 5 227 637 | |
| ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | - | - | |
| Ouvertures de crédit confirmés | - | - | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | - | - | |
| Autres engagements de financement reçus | - | - | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 2 795 461 | 4 341 350 | |
| Garanties de crédits | - | - | |
| Autres garanties reçues | 2 795 461 | 4 341 350 | |
| ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS | 1 496 297 | 886 288 | |
| Garanties de crédits | 1 496 297 | 886 288 | |
| Autres garanties reçues | - | - | |

COMMISSIONS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Commissions | Montant | En milliers de DH |
|---|----------------|-------------------|
| COMMISSIONS PERÇUES | 453 598 | |
| Sur opérations de change | 3 600 | |
| Sur opérations sur titres | 2 313 | |
| Sur engagements sur titres | - | |
| Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | 30 080 | |
| Sur moyens de paiement | 96 040 | |
| Sur activités de conseil et d'assistance | 30 179 | |
| Sur ventes de produits d'assurances | 42 118 | |
| Commissions de fonctionnement de compte | 27 563 | |
| Commissions sur prestations de service sur crédit | 44 566 | |
| Sur autres prestations de service | 177 140 | |
| COMMISSIONS VERSÉES | 68 819 | |
| Sur opérations de change | - | |
| Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres | - | |
| Sur produits dérivés | - | |
| Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt | - | |
| Sur moyens de paiement | 39 755 | |
| Sur activités de conseil et d'assistance | - | |
| Sur ventes de produits d'assurances | - | |
| Sur autres prestations de service | 29 064 | |

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| PASSIF | 31/12/2021 | 31/12/2020 | En milliers de DH |
|---|------------------|------------------|-------------------|
| INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS | - | - | |
| OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES | 130 935 | 6 781 | |
| CRÉDITEURS DIVERS | 1 188 392 | 1 202 531 | |
| Sommes dues à l'État | 92 593 | 217 279 | |
| Sommes dues aux organismes de prévoyance | 39 027 | 39 383 | |
| Sommes diverses dues au personnel | 271 | 36 | |
| Sommes diverses dues aux actionnaires et associés | 2 273 | 2 151 | |
| Fournisseurs de biens et services | 90 935 | 16 995 | |
| Divers autres créditeurs | 963 294 | 926 688 | |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 1 142 472 | 1 042 510 | |
| Compte de concordance Dirhams/devises | 25 040 | - | |
| Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan | - | - | |
| Comptes d'écarts sur devises et titres | - | - | |
| Résultats sur produits dérivés de couverture | - | - | |
| Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc | 56 | 415 403 | |
| Charges à payer et produits constatés d'avance | 627 661 | 349 475 | |
| Autres comptes de régularisation | - | - | |
| Comptes transitoires ou d'attente créditeur | 489 714 | 277 631 | |
| TOTAL | 2 461 800 | 2 251 822 | |

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Catégorie des titres | Produits perçus | En milliers de DH |
|---|-----------------|-------------------|
| Titres de participation | 7 027 | |
| Participations dans les entreprises liées | 87 375 | |
| Titres de l'activité de portefeuille | 0 | |
| Emplois assimilés | 0 | |
| TOTAL | 94 402 | |

ENGAGEMENTS SUR TITRES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| ENGAGEMENTS DONNÉS | Montant | En milliers de DH |
|--------------------------|----------------|-------------------|
| Titres achetés à réméré | 0 | |
| Autres titres à livrer | 0 | |
| ENGAGEMENTS REÇUS | Montant | |
| Titres vendus à réméré | 0 | |
| Autres titres à recevoir | 12 749 | |

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Bilan | Montant | En milliers de DH |
|--|------------------|-------------------|
| ACTIF | 3 852 553 | |
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 32 031 | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | 106 329 | |
| Créances sur la clientèle | 2 407 027 | |
| Titres de transaction et de placement et investissement | 196 587 | |
| Autres actifs | 1 059 537 | |
| Titres de participation et emplois assimilés | 51 042 | |
| Créances subordonnées | - | |
| Immobilisations données en Crédit-bail et location | - | |
| Immobilisations incorporelles et corporelles | - | |
| PASSIF | 3 852 553 | |
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 0 | |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 2 168 323 | |
| Dépôts de la clientèle | 1 517 483 | |
| Titres de créance émis | - | |
| Autres passifs | 166 748 | |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | - | |
| Dettes subordonnées | - | |
| HORS BILAN | | |
| Engagements donnés | 7 971 633 | |
| Engagements reçus | 9 695 | |

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS

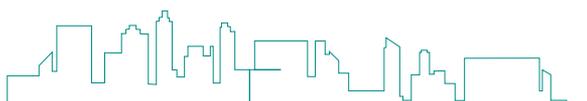
| Titres | OPÉRATIONS DE COUVERTURE | | AUTRES OPÉRATIONS | | En milliers de DH |
|---|--------------------------|------------------|-------------------|------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 31/12/2020 | |
| OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME | 5 194 166 | 4 708 779 | | | |
| Devises à recevoir | 2 096 422 | 1 667 146 | | | |
| Dirhams à livrer | 985 011 | 727 682 | | | |
| Devises à livrer | 1 663 267 | 1 637 321 | | | |
| Dirhams à recevoir | 449 467 | 676 650 | | | |
| Dont swaps financiers de devises | - | - | | | |
| ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS | 562 405 | 393 841 | | | |
| Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt | - | - | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt | - | - | | | |
| Engagements sur marchés réglementés de cours de change | 562 405 | 393 841 | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change | - | - | | | |
| Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments | - | - | | | |
| Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments | - | - | | | |
| TOTAL | 5 756 571 | 5 102 620 | | | |

ÉTAT DES DÉROGATIONS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Indications de dérogations | Justifications des dérogations | Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats | En milliers de DH |
|---|--------------------------------|---|-------------------|
| Dérogations aux principes comptables fondamentaux | NEANT | NEANT | |
| Dérogations aux méthodes d'évaluation | NEANT | NEANT | |
| Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des États de synthèse | NEANT | NEANT | |

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Nature des changements | Justifications des changements | Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats | En milliers de DH |
|--|--------------------------------|---|-------------------|
| I. Changements affectant les méthodes d'évaluation | NEANT | NEANT | |
| II. Changements affectant les règles de présentation | NEANT | NEANT | |



AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| PRODUITS ET CHARGES | MONTANT |
|---|------------------|
| AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES | 205 031 |
| AUTRES PRODUITS BANCAIRES | 429 302 |
| AUTRES CHARGES BANCAIRES | 224 271 |
| Commentaires | |
| Dont gains sur titres de transaction | 79 044 |
| Dont plus-values de cession sur BDT | 2 846 |
| Dont produits sur engagements sur titres | - |
| Dont produits sur engagements sur produits dérivés | - |
| Dont produits sur opérations de change | 341 693 |
| Dont Divers autres Produits bancaires | 5 718 |
| Dont reprises de provision p/dép des titres de placement | 0 |
| Dont pertes sur titres de transaction | 48 297 |
| Dont moins-values de cession sur titres | - |
| Dont charges sur moyens de paiement | 39 755 |
| Dont autres charges sur prestations de service | 29 064 |
| Dont charges sur engagements de titres | 719 |
| Dont charges sur produits dérivés | 0 |
| Dont pertes sur opérations de change | 8 604 |
| Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts | 85 177 |
| Dont dotations aux prov dépréciation des titres de placement | - |
| Diverses charges bancaires | 12 657 |
| PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE | MONTANT |
| PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE | 466 952 |
| CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE | 83 116 |
| Commentaires | |
| PRODUITS | |
| ➤ Dont produits sur valeurs et emplois divers | - |
| ➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières | - |
| ➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 465 712 |
| ➤ Dont produits accessoires | 664 |
| ➤ Dont autres produits d'exploitation non bancaire | 577 |
| CHARGES | |
| ➤ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers | 5 439 |
| ➤ Dont moins-values de cession sur immobilisations | 77 677 |
| AUTRES CHARGES | MONTANT |
| DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES | 1 119 670 |
| Commentaires | |
| Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance | 668 262 |
| Dont pertes sur créances irrécouvrables | 77 803 |
| Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | 36 189 |
| Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature | - |
| Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges | 337 416 |
| Dont dotations aux provisions réglementées | - |
| Dont dotations aux autres provisions | - |
| AUTRES PRODUITS | MONTANT |
| REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | 604 462 |
| Commentaires | |
| Dont reprise de provisions pour créances en souffrance | 412 803 |
| Dont récupérations sur créances amorties | 10 008 |
| Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | - |
| Dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature | - |
| Dont reprise de provisions pour autres risques et charges | 181 651 |
| Dont reprise de provisions réglementées | - |
| Dont reprise des autres provisions | - |
| PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS | MONTANT |
| PRODUITS NON COURANTS | 61 255 |
| CHARGES NON COURANTES | 253 981 |

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| PRODUITS ET CHARGES | MONTANT |
|---|----------------|
| PRODUITS | 419 987 |
| Gains sur les titres de transaction | 79 044 |
| Plus-value de cession sur titres de placement | 2 846 |
| Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement | - |
| Gains sur les produits dérivés | - |
| Gains sur les opérations de change | 338 097 |
| CHARGES | 57 144 |
| Pertes sur les titres de transaction | 48 297 |
| Moins-value de cession sur titres de placement | - |
| Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement | 244 |
| Pertes sur les produits dérivés | - |
| Pertes sur opérations de change | 8 604 |
| RÉSULTAT | 362 843 |

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT | MONTANT |
|---|--------------|
| Résultat courant d'après le compte de produits et charges | 797 508 |
| Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+) | 7 992 |
| Déductions fiscales sur opérations courantes (-) | 542 270 |
| Résultat courant théoriquement imposable (-) | 263 230 |
| Impôt théorique sur le résultat courant (-) | 97 395 |
| Résultat courant après impôts (-) | 700 113 |
| II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES | NÉANT |

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| DÉPÔTS | Secteur public | SECTEUR PRIVÉ | | | Total au 31/12/2021 | Total au 31/12/2020 |
|---|----------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| COMPTES À VUE CRÉDITEURS | 603 886 | 720 729 | 10 420 086 | 19 181 477 | 30 926 178 | 31 371 448 |
| COMPTE D'ÉPARGNE | - | - | - | 6 814 362 | 6 814 362 | 7 363 634 |
| DÉPÔTS À TERME | 20 900 | 142 384 | 237 135 | 1 411 347 | 1 811 766 | 2 882 238 |
| AUTRES COMPTES CRÉDITEURS (Y COMPRIS HAMISH AL JIDDIYA) | 1 345 | 132 501 | 1 675 102 | 245 185 | 2 054 133 | 2 029 841 |
| INTÉRÊTS COURUS À PAYER | - | 183 | 926 | 9 597 | 10 706 | 23 324 |
| TOTAL | 626 131 | 995 797 | 12 333 249 | 27 661 967 | 41 617 145 | 43 670 485 |

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| CHARGES | MONTANT |
|--|----------------|
| CHARGES DE PERSONNEL | 885 070 |
| Commentaires | |
| Dont salaires et appointements | 493 605 |
| Dont primes et gratifications | 107 251 |
| Dont charges d'assurances sociales | 148 575 |
| Dont charges de retraite | 9 640 |
| Dont charges de formation | 17 861 |
| Dont autres charges de personnel | 108 138 |
| CHARGES | MONTANT |
| IMPÔTS ET TAXES | 33 719 |
| Commentaires | |
| Taxe urbaine et taxe d'équité | 0 |
| Patente | 21 822 |
| Droits d'enregistrements | 0 |
| Timbres fiscaux et formules timbrées | 49 |
| Taxe sur les véhicules | 0 |
| Autres impôts, taxe et droits assimilés | 11 848 |
| CHARGES | MONTANT |
| CHARGES EXTERNES | 853 009 |
| Commentaires | |
| Dont loyers de Crédit-bail et de location | 155 208 |
| Dont frais d'entretien et de réparation | 366 718 |
| Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires | 38 536 |
| Prime d'assurance | 4 063 |
| Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible | 18 692 |
| Dont transports et déplacements | 42 872 |
| Mission et réception | 2 895 |
| Dont publicité et publication | 36 613 |
| Frais postaux et télécommunications | 88 295 |
| frais de recherche et de documentation | 416 |
| frais de conseils et d'assemblée | 38 |
| Dons et cotisations | 3 172 |
| Fournitures de bureau et imprimés | 4 926 |
| Dont autres charges externes | 90 566 |
| CHARGES | MONTANT |
| AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 24 721 |
| Commentaires | |
| Dont pénalités et dédits | 0 |
| Dont diverses autres charges générales d'exploitation | 24 721 |
| CHARGES | MONTANT |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 165 438 |
| Commentaires | |

CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| CAPITAUX PROPRES | Encours 31/12/2020 | Affectation du résultat | Autres variations | Encours 31/12/2021 |
|---|--------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|
| ÉCARTS DE RÉÉVALUATION | | | | |
| RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL | 5 184 453 | 0 | 0 | 5 184 453 |
| Réserve légale | 132 793 | 0 | 0 | 132 793 |
| Autres réserves | 2 266 714 | 0 | 0 | 2 266 714 |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport | 2 784 946 | 0 | 0 | 2 784 946 |
| CAPITAL | 1 327 929 | 0 | 0 | 1 327 929 |
| Capital appelé | 1 327 929 | 0 | 0 | 1 327 929 |
| Capital non appelé | - | - | - | - |
| Certificats d'investissement | - | - | - | - |
| Fonds de dotations | - | - | - | - |
| ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ | | | | |
| REPORT À NOUVEAU (+/-) | 679 602 | -294 984 | 0 | 384 618 |
| RÉSULTAT NET EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-) | | | | |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-) | 276 026 | 0 | 0 | 521 260 |
| TOTAL | 7 468 009 | -294 984 | 0 | 7 418 260 |

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| TITRES | Établissement de crédit et assimilés | Émetteurs publics | ÉMETTEURS PRIVÉS | | Total au 31/12/2021 | Total au 31/12/2020 |
|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------|----------------|---------------------|---------------------|
| | | | Financiers | Non financiers | | |
| TITRES COTÉS | | | | | | |
| Bons du trésor et valeurs assimilées | - | - | - | - | - | - |
| Obligations | - | - | - | - | - | - |
| Autres titres de créance | - | - | - | - | - | - |
| Certificats de sukuk | - | - | - | - | - | - |
| Titres de propriété | - | - | - | - | - | - |
| TITRES NON COTÉS | 1 014 984 | 8 758 047 | 28 | 1 446 | 9 774 506 | 10 366 307 |
| Bons du trésor et valeurs assimilées | - | 8 716 466 | 0 | 0 | 8 716 466 | 9 209 332 |
| Obligations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres titres de créance | 1 014 984 | - | - | 0 | 1 014 984 | 1 093 933 |
| Certificats de sukuk | 0 | 41 581 | - | - | 41 581 | 61 568 |
| Titres de propriété | 0 | - | 28 | 1 446 | 1 475 | 1 475 |
| TOTAL | 1 014 984 | 8 758 047 | 28 | 1 446 | 9 774 506 | 10 366 307 |

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| | Secteur public | SECTEUR PRIVÉ | | | Total au 31/12/2021 | Total au 31/12/2020 |
|--|------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle | | |
| CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE | 308 | 485 | 9 780 091 | 133 439 | 9 914 323 | 9 807 515 |
| Comptes à vue débiteurs | 308 | 485 | 2 318 546 | 107 240 | 2 426 579 | 3 270 149 |
| Créances commerciales sur le Maroc | 0 | | 1 691 756 | 1 367 | 1 693 123 | 1 952 613 |
| Crédits à l'exportation | | | 143 198 | | 143 198 | 125 763 |
| Autres crédits de trésorerie | 0 | | 5 626 591 | 24 833 | 5 651 424 | 4 458 991 |
| Autres financements participatifs de trésorerie | | | | | | |
| CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION | | | | 4 997 270 | 4 997 270 | 4 728 471 |
| Crédits à la consommation | | | | 4 994 993 | 4 994 993 | 4 726 112 |
| Mourabaha à la consommation | | | | | | |
| Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation | | | | 2 277 | 2 277 | 2 358 |
| Autres financements participatifs à la consommation | | | | | | |
| CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT | 1 280 976 | | 5 641 366 | 74 039 | 6 996 381 | 8 355 344 |
| Crédits à l'équipement | 1 280 976 | | 5 641 366 | 72 741 | 6 995 083 | 8 353 773 |
| Mourabaha à l'équipement | | | | | | |
| Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement | | | | 1 298 | 1 298 | 1 571 |
| Autres financements participatifs à l'équipement | | | | | | |
| CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS | | | 2 150 069 | 13 791 593 | 15 941 662 | 15 610 842 |
| Crédits immobiliers | | | 2 150 069 | 13 459 006 | 15 609 075 | 15 405 737 |
| Mourabaha immobilière | | | | | | |
| Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière | | | | 332 587 | 332 587 | 205 105 |
| Autres financements participatifs immobiliers | | | | | | |
| AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS | | 2 167 081 | 184 | | 2 167 265 | 743 604 |
| CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE | 1 735 655 | | 1 301 544 | | 3 037 199 | 3 502 298 |
| INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR | 25 476 | 358 | 40 429 | 82 832 | 149 095 | 149 728 |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | | | 520 454 | 692 001 | 1 212 466 | 1 305 901 |
| Créances pré-douteuses | | | 6 545 | 173 290 | 179 835 | 154 383 |
| ☑ Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs | | | | | | |
| Créances douteuses | | | | 162 013 | 172 159 | 283 524 |
| ☑ Dont créances douteuses sur financements participatifs | | | | | | |
| Créances compromises | | | | 351 896 | 346 563 | 698 453 |
| ☑ Dont créances compromises sur financements participatifs | | | | | | |
| TOTAL | 3 042 415 | 2 167 324 | 19 434 137 | 19 771 184 | 44 415 660 | 44 203 703 |

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| | ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC | | | | Établissements de crédit à l'étranger | Total au 31/12/2021 | Total au 31/12/2020 |
|--|---|-----------------|---|---------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| | Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux | Banque au Maroc | Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | | |
| COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS | 943 786 | 30 697 | 23 558 | | 79 088 | 1 077 129 | 707 497 |
| VALEURS RECUES EN PENSION | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Au jour le jour | | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| À terme | | | | | | | |
| PRÊTS DE TRÉSORERIE | 0 | 100 000 | 360 000 | 0 | 460 000 | 1 164 798 | |
| Au jour le jour | 0 | 100 000 | 0 | 0 | 100 000 | 489 764 | |
| À terme | 0 | 0 | 360 000 | 0 | 360 000 | 675 034 | |
| PRÊTS FINANCIERS | | 333 333 | 3 542 531 | 0 | 3 875 864 | 3 448 160 | |
| CRÉANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Mourabaha | | | | | | | |
| Salam | | | | | | | |
| Autres financements participatifs | | | | | | | |
| AUTRES CRÉANCES | | 307 602 | 0 | 0 | 307 602 | 159 301 | |
| INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR | | | 111 053 | 0 | 111 053 | 75 996 | |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Dont créances en souffrance sur financements participatifs | | | | | | | |
| TOTAL | 943 786 | 771 632 | 4 037 142 | 79 088 | 5 831 649 | 5 555 753 | |

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| | ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC | | | | Établissements de crédit à l'étranger | Total au 31/12/2021 | Total au 31/12/2020 |
|--|---|-----------------|---|------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| | Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux | Banque au Maroc | Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc | | | | |
| COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS | | 3 471 | 22 034 | | 340 191 | 365 696 | 938 699 |
| VALEURS DONNÉES EN PENSION | 100 303 | | 93 070 | | 193 373 | 551 022 | |
| Au jour le jour | | | 93 070 | | 93 070 | 51 015 | |
| À terme | 100 303 | | 0 | | 100 303 | 500 007 | |
| EMPRUNTS DE TRÉSORERIE | 42 000 | | 275 714 | 1 855 961 | 2 173 675 | 1 299 045 | |
| Au jour le jour | | | | 1 571 687 | 1 571 687 | 820 133 | |
| À terme | 42 000 | | 275 714 | 284 274 | 601 988 | 478 912 | |
| EMPRUNTS FINANCIERS | | | 6 649 | | 6 649 | 8 202 | |
| DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS | | 0 | 0 | | 0 | 215 | |
| Mourabaha | | 0 | 0 | | 0 | 215 | |
| Salam | | | | | | | |
| Autres financements participatifs | | | | | | | |
| AUTRES DETTES | | 597 306 | 205 | | 597 511 | 248 920 | |
| INTÉRÊTS COURUS À PAYER | | 30 569 | | | 30 569 | 37 848 | |
| TOTAL | 142 303 | 631 346 | 397 672 | 2 196 152 | 3 367 473 | 3 083 951 | |

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| TITRES | Valeur comptable brute | Valeur actuelle | Valeur de remboursement | Plus-values latentes | Moins-values latentes | Provisions |
|--------------------------------------|------------------------|------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|--------------|
| TITRES DE TRANSACTION | 1 087 130 | 1 087 130 | 1 027 600 | | 0 | 0 |
| Bons du trésor et valeurs assimilées | 1 087 130 | 1 087 130 | 1 027 600 | | 0 | 0 |
| Obligations | - | - | - | | - | - |
| Autres titres de créance | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| Certificats de sukuk | | | | | | |
| Titres de propriété | | | | | | |
| TITRES DE PLACEMENT | 4 038 214 | 4 037 972 | 4 000 122 | 92 083 | 242 | 242 |
| Bons du trésor et valeurs assimilées | 3 695 775 | 3 695 533 | 3 659 666 | 92 083 | 242 | 242 |
| Obligations | | | | | | |
| Autres titres de créance | 299 382 | 299 382 | 297 400 | | 0 | 0 |
| Certificats de sukuk | 41 581 | 41 581 | 41 581 | | | |
| Titres de propriété | 1 475 | 1 475 | 1 475 | | 0 | 0 |
| TITRES D'INVESTISSEMENT | 4 650 699 | 4 649 405 | 4 557 073 | | 1 294 | 1 294 |
| Bons du trésor et valeurs assimilées | 3 935 097 | 3 933 803 | 3 854 748 | | 1 294 | 1 294 |
| Obligations | | | | | | |
| Autres titres de créance | 715 602 | 715 602 | 702 325 | | 0 | - |
| Certificats de sukuk | | | | | | |
| TOTAL | 9 776 043 | 9 774 506 | 9 584 795 | 92 083 | 1 537 | 1 537 |

Non inclus les intérêts courus à recevoir.



TITRES DE CRÉANCE ÉMIS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| Nature titres | CARACTÉRISTIQUES | | | | | DONT | | | Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement |
|----------------------|--------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------------------|------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Date de jouissance | Date d'échéance | Valeur nominale unitaire | Taux nominal | Mode de remboursement | Montant (1) | entreprises liées | autres apparentés | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 40000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 40000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 40000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 100000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 90000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 10000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 2500 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 5500 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 2000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 33000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 15400 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 1600 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 50000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 100000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 50000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 100000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 110000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 60000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 60000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 180000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 10000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 16/06/2022 | 100 | 1,75 | | 50000 | | | |
| Certificats de dépôt | 26/07/2021 | 26/01/2022 | 100 | 2 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 29/12/2021 | 28/12/2022 | 100 | 1,8 | | 500000 | | | |
| Certificats de dépôt | 30/06/2021 | 01/07/2022 | 100 | 2,05 | | 64900 | | | |
| Certificats de dépôt | 29/07/2021 | 01/08/2022 | 100 | 2,05 | | 425500 | | | |
| Certificats de dépôt | 31/08/2021 | 01/09/2022 | 100 | 2,05 | | 195900 | | | |
| Certificats de dépôt | 04/10/2021 | 05/10/2022 | 100 | 2,05 | | 169800 | | | |
| Certificats de dépôt | 29/10/2021 | 31/10/2022 | 100 | 2,05 | | 215700 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 40000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 15000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 15000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 28000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 2000 | | | |
| TOTAL | | | | | | 6 923 200 | | | |

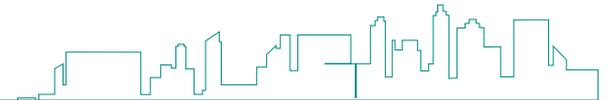
| Nature titres | CARACTÉRISTIQUES | | | | | DONT | | | Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement |
|----------------------|--------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------------------|------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Date de jouissance | Date d'échéance | Valeur nominale unitaire | Taux nominal | Mode de remboursement | Montant (1) | entreprises liées | autres apparentés | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 100000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 25000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 75000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 50000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 27000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 1000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 27000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 3000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 2000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 100000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 70000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 150000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 30000 | | | |
| Certificats de dépôt | 25/11/2021 | 24/11/2022 | 100 | 1,75 | | 20000 | | | |
| Certificats de dépôt | 30/11/2021 | 01/12/2022 | 100 | 2,05 | | 212500 | | | |
| Certificats de dépôt | 30/12/2021 | 27/11/2023 | 100 | 2,90 | | 85200 | | | |
| Certificats de dépôt | 30/12/2021 | 02/01/2023 | 100 | 2,05 | | 198300 | | | |
| Certificats de dépôt | 11/10/2021 | 08/09/2023 | 100 | 2,40 | | 40000 | | | |
| Certificats de dépôt | 03/12/2020 | 02/11/2022 | 100 | 2,30 | | 23700 | | | |
| Certificats de dépôt | 06/01/2021 | 07/01/2022 | 100 | 2,20 | | 200600 | | | |
| Certificats de dépôt | 03/02/2021 | 04/02/2022 | 100 | 2,20 | | 191600 | | | |
| Certificats de dépôt | 30/03/2021 | 31/03/2022 | 100 | 2,05 | | 260400 | | | |
| Certificats de dépôt | 29/04/2021 | 02/05/2022 | 100 | 2,05 | | 183400 | | | |
| Certificats de dépôt | 31/05/2021 | 01/06/2022 | 100 | 2,05 | | 105100 | | | |
| Certificats de dépôt | 22/05/2015 | 22/05/2022 | 100 | 3,50 | | 6000 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/06/2021 | 15/12/2022 | 100 | 1,85 | | 500000 | | | |
| Certificats de dépôt | 02/03/2020 | 02/02/2022 | 100 | 2,90 | | 97400 | | | |
| Certificats de dépôt | 09/11/2020 | 07/10/2022 | 100 | 2,30 | | 43500 | | | |
| Certificats de dépôt | 17/12/2020 | 17/11/2022 | 100 | 2,40 | | 74500 | | | |
| Certificats de dépôt | 04/02/2021 | 03/01/2023 | 100 | 2,40 | | 270600 | | | |
| Certificats de dépôt | 07/04/2021 | 06/03/2023 | 100 | 2,40 | | 30800 | | | |
| Certificats de dépôt | 14/04/2021 | 13/03/2023 | 100 | 3,00 | | 216500 | | | |
| Certificats de dépôt | 22/04/2021 | 21/03/2023 | 100 | 3,00 | | 83600 | | | |
| Certificats de dépôt | 10/05/2021 | 07/04/2023 | 100 | 3,00 | | 23200 | | | |
| Certificats de dépôt | 10/05/2021 | 07/04/2023 | 100 | 3,30 | | 54400 | | | |
| Certificats de dépôt | 05/08/2021 | 05/10/2023 | 100 | 2,20 | | 120000 | | | |
| TOTAL | | | | | | 6 923 200 | | | |

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élevaient à 68 131 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition | Valeur comptable nette | Extrait des derniers États de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|--|----------------------------------|----------------|-------------------------------|--------------------|------------------------|--|-----------------|--------------|--|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES | | | | | | 398 853 | | | |
| BMCI-LEASING | Crédit-bail | 80 000 | 86,91% | 111 714 | 111 714 | 31/12/2021 | 238 192 | 44 888 | 120 |
| BMCI BANQUE OFFSHORE | Banque offshore | KUSD 5 500 | 100% | 55 454 | 51 042 | 31/12/2021 | 73 005 | 16 325 | 51 023 |
| BMCI BOURSE | Intermédiaire boursier | 5 000 | 100% | 20 000 | 13 590 | 31/12/2021 | 13 840 | 56 | |
| UPAR | Prise de participation | 1 500 | 100% | 9 428 | 2 212 | 31/12/2021 | 2 204 | -3 | |
| BMCI Asset Management | Gestion des SICAV | 1 000 | 100% | 1 000 | 1 000 | 31/12/2021 | 3 652 | 2 420 | 4 700 |
| BMCI FINANCE | Prise de participation | 8 500 | 100% | 8 500 | 8 500 | 31/12/2021 | 9 280 | 132 | |
| BMCI ASSURANCE | Intermédiaire en assurances | 100 | 100% | 100 | 100 | 31/12/2021 | 27 270 | 27 335 | 29 849 |
| FCP BMCI GESTION SOLIDARI | Fonds | 1 000 | 50% | 500 | 500 | | | | |
| FCP BMCI ISR | Fonds | 1 000 | 50% | 500 | 500 | | | | |
| DELTA RECouvreMENT | Recouvrement des créances | 2 000 | 100% | 2 000 | 151 | 31/12/2021 | 61 | -45 | |
| ARVAL MAROC | Location longue durée | 30 000 | 33,34% | 27 339 | 27 339 | 31/12/2021 | 36 391 | 3 391 | 1 803 |
| AKAR REAL ESTATE | Société immobilière | 10 100 | 100% | 10 100 | 10 100 | 31/12/2021 | 10 201 | 1 037 | |
| NOVEC | Bureau d'études et d'ingénierie | 25 700 | 2,82% | 725 | 725 | 31/12/2020 | 558 140 | 13 133 | 148 |
| DIGIFI | Transfert de fonds | 70 000 | 51% | 490 | | 31/12/2021 | 1 862 | -46 636 | |
| DIGI SERVICE | Services Digitaux | 1 000 | 49% | 490 | | 31/12/2021 | | -14 279 | |
| ARADEI | Sociétés de placement immobilier | 1 064 578 | | 171 380 | 171 380 | 30/06/2021 | 166 239 | | 5 291 |
| AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS | | | | | | 67 883 | | | |
| Centre monétique Interbank | Gestion cartes monétiques | 98 200 | 13% | 13 000 | 13 000 | 30/06/2020 | 110 552 | -12 882 | |
| Société Interbank | Gestion cartes monétiques | 11 500 | 22% | 2 530 | 2 530 | 31/05/2019 | 12 424 | 159 | |
| BDSI | Maintenance et devel Inform | 16 000 | 11% | 1 760 | 1 760 | 31/12/2021 | 52 330 | -21 730 | |
| Sté Immobil Interbancaire GBPM | Société immobilière | 19 005 | 13% | 2 534 | 2 050 | | | | |
| SOGEPIB | Gest & exploit parc indust | 18 000 | 5% | 900 | 900 | 31/12/2020 | 29 905 | 7 541 | 264 |
| SOGEPOS | Gest & exploit parc indust | 35 000 | 13% | 4 622 | 4 622 | 31/12/2020 | 57 460 | 16 654 | 1 203 |
| BNP PARIBAS MED BUSINESS Process | Gestion de process BACK-OFFICE | 14 600 | 4% | 584 | 584 | 31/12/2021 | 29 131 | 1 380 | |
| SCI Romandie | Société immobilière | | | 2 930 | 2 930 | | | | |
| FGCP | Fonds de garantie | | | 5 000 | 5 000 | | | | |
| Bourse de Casablanca | Bourse | 387 518 | 3,04% | 11 765 | 11 765 | 30/06/2020 | 722 076 | 11 657 | |
| SETTAPARK | Gest & exploit parc indust | | | 6 530 | 6 530 | 31/12/2020 | 22 128 | 206 | |
| ECOPARC | Gest & exploit parc indust | 55 000 | 18,18% | 13 947 | 13 947 | 31/12/2020 | 8 432 | -12 189 | |
| CASABLANCA PATRIMOINE S.A | Fonds | 1 000 | 50% | 500 | | | | | |
| Divers | | | | | 2 265 | | | | |
| TITRES DE MOUCHARAKA | | | | | | | | | |
| Moucharaka fixe | | | | | | | | | |
| Moucharaka dégressive | | | | | | | | | |
| TITRES DE MOUDARABA | | | | | | | | | |
| Moudaraba restreinte | | | | | | | | | |
| Moudaraba non restreinte | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 466 736,00 | | | | |



PROVISIONS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| PROVISIONS | Encours 31/12/2020 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 31/12/2021 |
|---|--------------------|------------------|----------------|-------------------|--------------------|
| PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR : | 5 451 942 | 623 050 | 413 756 | -301 | 5 660 798 |
| Créances sur les Établissements de crédit et assimilés | - | - | - | - | - |
| Créances sur la clientèle | 5 425 543 | 585 705 | 410 176 | -437 | 5 600 635 |
| Titres de placement | 2 247 | 244 | 1 090 | 136 | 1 537 |
| Titres de participation et emplois assimilés | 16 511 | 36 190 | - | - | 52 701 |
| Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés | - | - | - | - | - |
| Immobilisations en Crédit-bail et en location | 7 235 | 911 | 2 626 | - | 5 520 |
| Immobilisations en Ijara | - | - | - | - | - |
| Autres actifs | 406 | - | - | - | 406 |
| PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF | 492 880 | 419 061 | 180 561 | 522 | 731 902 |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | 18 149 | 81 646 | - | - | 99 795 |
| provisions pour risques de change | 24 | - | - | - | 24 |
| provisions pour pertes sur marchés à terme | 1 370 | 10 420 | - | - | 11 790 |
| provisions pour risques généraux et charges | 473 337 | 326 995 | 180 561 | 522 | 620 293 |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | - | - | - | - | - |
| Provisions pour autres risques et charges | - | - | - | - | - |
| Provisions réglementées | - | - | - | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL | 5 944 822 | 1 042 111 | 594 454 | 221 | 6 392 700 |

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| NATURE | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice ⁽¹⁾ | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice ⁽¹⁾ | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | Cumul | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|-------------------------------------|--|--|-------------------------------------|--|---------------------------------|--|------------------|------------------------------------|
| | | | | | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotation au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sorties | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 935 005 | 66 293 | -45 600 | 1 046 899 | 458 084 | 60 013 | 38 | 518 059 | 528 840 |
| Droit au bail | 119 169 | 0 | 8 500 | 110 669 | 2 667 | 0 | 0 | 2 667 | 108 001 |
| Immobilisations en recherche et développement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 815 836 | 66 293 | -54 100 | 936 230 | 455 416 | 60 013 | 38 | 515 391 | 420 839 |
| Immobilisations incorporelles hors exploitation | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3 154 535 | 119 928 | 774 229 | 2 500 234 | 1 951 601 | 104 007 | 502 288 | 1 559 321 | 946 914 |
| Immeubles d'exploitation | 1 652 796 | 7 283 | 540 593 | 1 119 486 | 830 874 | 41 937 | 346 669 | 526 142 | 593 344 |
| ↳ Terrain d'exploitation | 29 293 | 0 | 7 194 | 22 099 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 099 |
| ↳ Immeubles d'exploitation Bureaux | 1 591 100 | 7 283 | 521 845 | 1 076 538 | 809 220 | 41 061 | 338 014 | 512 266 | 564 271 |
| ↳ Immeubles d'exploitation Logements de fonction | 32 403 | 0 | 11 554 | 20 849 | 21 655 | 876 | 8 655 | 13 876 | 6 973 |
| Mobilier et matériel d'exploitation | 634 105 | 27 161 | 2 203 | 659 063 | 482 621 | 36 479 | 497 | 518 602 | 140 460 |
| ↳ Mobilier de bureau d'exploitation | 177 675 | 3 862 | 169 | 181 369 | 151 903 | 6 250 | 166 | 157 987 | 23 382 |
| ↳ Matériel de bureau d'exploitation | 48 618 | 2 374 | 50 991 | 50 991 | 48 575 | 970 | 0 | 49 544 | 1 447 |
| ↳ Matériel informatique | 407 758 | 20 925 | 2 034 | 426 649 | 282 089 | 29 260 | 331 | 311 018 | 115 632 |
| ↳ Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 54 | 0 | 0 | 54 | 54 | 0 | 0 | 54 | 0 |
| ↳ Autres matériels d'exploitation | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres immobilisations corporelles d'exploitation | 758 039 | 17 218 | 178 362 | 596 895 | 618 184 | 23 600 | 154 886 | 486 899 | 109 996 |
| Immobilisations corporelles hors exploitation | 50 220 | 651 | 429 | 50 442 | 19 921 | 1 992 | 236 | 21 677 | 28 765 |
| ↳ Terrains hors exploitation | - | - | 0 | 0 | - | - | - | - | - |
| ↳ Immeubles hors exploitation | 45 669 | 407 | 0 | 46 075 | 16 773 | 1 734 | 0 | 18 506 | 27 569 |
| ↳ Mobilier et matériel hors exploitation | 4 552 | 245 | 429 | 4 367 | 3 149 | 258 | 236 | 3 171 | 1 196 |
| ↳ Autres immobilisations corporelles hors exploitation | - | 0 | 0 | - | - | 0 | 0 | - | - |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 59 375 | 67 616 | 52 642 | 74 349 | 0 | 0 | 0 | 0 | 74 349 |
| TOTAL | 4 089 540 | 186 222 | 728 628 | 3 547 133 | 2 409 684 | 164 021 | 502 326 | 2 071 379 | 1 475 754 |

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations.

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

I. DATATION

| | |
|---|------------------|
| Date de clôture ⁽¹⁾ | 31 décembre 2021 |
| Date d'établissement des États de synthèse ⁽²⁾ | Mars 2022 |

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des États de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

| DATES | Indications des événements |
|-------|----------------------------|
| | Favorables |
| | Défavorables |
| | NÉANT |
| | NÉANT |

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

En milliers de DH

| NATURE | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements | | Provisions | | Cumul des provisions | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | | | | Dotation au titre de l'exercice | Cumul des amortissements | Dotation au titre de l'exercice | Reprises de provisions | | |
| IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT | 1 983 031 | 584 771 | 501 449 | 2 066 354 | 464 965 | 1 091 679 | 911 | 2 626 | 5 521 | 969 154 |
| CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CRÉDIT-BAIL MOBILIER | 1 947 521 | 584 771 | 489 201 | 2 043 091 | 463 634 | 1 073 291 | - | - | - | 969 800 |
| ↳ Crédit-bail mobilier en cours | 1 232 | 611 | 1 843 | 1 843 | 0 | 0 | - | - | - | 1 843 |
| ↳ Crédit-bail mobilier loué | 1 946 289 | 589 973 | 481 907 | 2 034 355 | 463 634 | 1 089 771 | - | - | - | 944 584 |
| ↳ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ↳ Crédit-bail immobilier en cours | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ↳ Crédit-bail immobilier loué | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ↳ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS RESTRUCTURÉS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS IMPAYÉS | 15 053 | - | 10 757 | 4 296 | 0 | - | 0 | - | - | 4 296 |
| CRÉANCES EN SOUFFRANCE | 20 458 | 14 187 | 8 785 | 25 860 | 1 331 | 1 908 | 911 | 2 626 | 5 521 | 18 431 |
| IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS COURUS A RECEVOIR | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS RESTRUCTURÉS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS IMPAYÉS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| LOYERS EN SOUFFRANCE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 1 983 031 | 584 771 | 501 449 | 2 066 354 | 464 965 | 1 091 679 | 911 | 2 626 | 5 521 | 969 154 |



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| 1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus | 3 965 927 | 3 897 835 |
| 2. (+) Récupérations sur créances amorties | 10 008 | 8 706 |
| 3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus | 1 241 | 1 349 |
| 4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées | -1 599 442 | -1 580 153 |
| 5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées | -26 818 | 0 |
| 6. (-) Charges générales d'exploitation versées | -1 796 520 | -1 366 912 |
| 7. (-) Impôts sur les résultats versés | -83 521 | -260 428 |
| I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES | 470 875 | 700 397 |
| Variation des : | | |
| 8. (+) Créances sur les Établissements de crédit et assimilés | 135 385 | 1 884 427 |
| 9. (+) Créances sur la clientèle | -211 956 | -474 959 |
| 10. (+) Titres de transaction et de placement | 596 020 | -654 323 |
| 11. (+) Autres actifs | -373 426 | 164 018 |
| 12. (+) Titres Moudaraba et Moucharaka | | |
| 13. (+) Immobilisations données en Crédit-bail et en location | -77 891 | 41 440 |
| 14. (+) Immobilisations données en Ijara | | |
| 15. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés | | |
| 16. (+) Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés | 283 522 | 1 499 824 |
| 17. (+) Dépôts de la clientèle | -2 053 339 | -596 586 |
| 18. (+) Dettes envers la clientèle dur produits participatifs | | |
| 19. (+) Titres de créance émis | 1 611 236 | -2 269 968 |
| 20. (+) Autres passifs | 209 977 | -195 004 |
| II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION | 119 527 | -601 131 |
| III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II) | 590 402 | 99 266 |
| 21. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières | 577 038 | - |
| 22. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 91 029 | 1 888 |
| 23. (-) Acquisition d'immobilisations financières | -184 129 | -50 000 |
| 24. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | -187 270 | -215 017 |
| 25. (+) Intérêts perçus | | |
| 26. (+) Dividendes perçus | 94 402 | 96 205 |
| IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | 391 070 | -166 924 |
| 27. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| 28. (+) Variation de dettes subordonnées | - | - |
| 29. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus | | |
| 30. (+) Émission d'actions | 0 | - |
| 31. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| 32. (-) Dépôts d'investissement remboursés | | |
| 33. (-) Intérêts versés | | |
| 34. (-) Rémunérations versées sur DI et Wakala Bil Istithmar | | |
| 35. (-) Dividendes versés | -571 009 | 0 |
| V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | -571 009 | 0 |
| VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V) | 410 463 | -67 658 |
| VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 1 171 914 | 1 239 572 |
| VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE | 1 582 377 | 1 171 914 |

ACTIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|----------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| ACTIF | | |
| 1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX | 70 686 | 81 499 |
| 2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | 21 723 | - |
| À vue | 21 723 | - |
| À terme | - | - |
| 3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE | 336 162 | 210 250 |
| Créances sur Mourabaha | 336 162 | 210 249 |
| Créances sur Salam | - | - |
| Créances sur autres financements participatifs | - | - |
| Autres créances sur la clientèle | - | 1 |
| 4. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT | 41 815 | 61 925 |
| Dont Certificats de Sukuk | 41 815 | 61 925 |
| 5. BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS | - | - |
| 6. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA | - | - |
| 7. TITRES D'INVESTISSEMENT TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS DIVERS | - | - |
| Dont Certificats de Sukuk | - | - |
| Dont titres de Moudaraba et Moucharaka | - | - |
| 8. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT ET WAKALA BIL ISTITHMAR PLACÉS | - | - |
| 9. AUTRES ACTIFS | 11 271 | 48 977 |
| TOTAL DES ACTIFS | 481 658 | 402 651 |

PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | |
|--|-------------------|----------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| PASSIF | | |
| 1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX | 0 | 0 |
| 2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES | 130 153 | 100 220 |
| Dettes sur Mourabaha | 0 | 0 |
| Dettes sur Salam | 0 | 0 |
| Dettes sur autres financements participatifs | 0 | 0 |
| Autres dettes sur les Établissements de crédit et assimilés | 130 153 | 100 220 |
| 3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE | 13 712 | 21 035 |
| Comptes à vue créditeurs | 13 219 | 11 280 |
| Autres comptes créditeurs | 493 | 9 755 |
| 4. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS | 0 | 0 |
| Dettes sur Mourabaha | 0 | 0 |
| Dettes sur Salam | 0 | 0 |
| Dettes sur autres financements participatifs | 0 | 0 |
| 5. AUTRES PASSIFS | 131 395 | 78 788 |
| 6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 0 | 0 |
| 7. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT ET WAKALA BIL ISTITHMAR REÇUS | 0 | 0 |
| 8. DOTATION EN CAPITAL | 205 000 | 205 000 |
| 9. REPORTS | -2 391 | -4 072 |
| 10. RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 3 788 | 1 680 |
| TOTAL DES PASSIFS | 481 658 | 402 651 |

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | |
|--|-------------------|----------------|
| | Montant | Montant |
| INTITULÉS | | |
| RÉSULTAT NET COMPTABLE | 521 260 | |
| Bénéfice net | 521 260 | |
| Perte nette | | |
| RÉINTEGRATIONS FISCALES | 383 528 | |
| I. COURANTES | 7 992 | |
| ➤ Cadeaux à la clientèle | 2 323 | |
| ➤ Redevances et locations non déductibles | 178 | |
| ➤ Pénalités et amendes | | |
| ➤ Dons, subventions et cotisations | 1 037 | |
| ➤ Sponsoring & Mécenat culturel | 4 455 | |
| ➤ Frais de réception et événements exceptionnels | 0 | |
| ➤ Dotations aux amortissement/ immos hors exploitation | 0 | |
| 2. NON COURANTES | 375 536 | |
| ➤ IS | 83 521 | |
| ➤ Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions) | 6 703 | |
| ➤ Charges non courantes | 136 478 | |
| ➤ Dotations aux amortissement/ immos hors exploitation | 1 992 | |
| ➤ Provisions pour risques généraux | 63 226 | |
| ➤ Provision pour risques et charges | 83 256 | |
| ➤ Charges sur exercice antérieurs | 361 | |
| DÉDUCTIONS FISCALES | | 679 056 |
| 1. COURANTES | | 542 270 |
| ➤ Dividendes | 94 282 | |
| ➤ Plus-value apport | 447 989 | |
| 2. NON COURANTES | | 136 786 |
| ➤ Reprise de provision pour risques et charges et autres | 110 122 | |
| ➤ Reprises sur provisions pour risques généraux | 26 664 | |
| TOTAL | 904 789 | 679 056 |
| RÉSULTAT BRUT FISCAL | | |
| Bénéfice brut si T1 > T2 (A) | | 225 732 |
| Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B) | | |
| REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1) | | 0 |
| Exercice n - 4 | | |
| Exercice n - 3 | | |
| Exercice n - 2 | | |
| Exercice n - 1 | | |
| RÉSULTAT NET FISCAL | | |
| Bénéfice net fiscal (A - C) | | 225 732 |
| ou déficit net fiscal (B) | | |
| CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS | | |
| CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER | | 0 |
| Exercice n - 4 | | |
| Exercice n - 3 | | |
| Exercice n - 2 | | |
| Exercice n - 1 | | |

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| | NOMBRE DE TITRES | | MONTANTS | |
|--|------------------|-------------|------------|------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| TITRES | | | | |
| Titres dont l'Établissement est dépositaire | 112 935 096 | 149 134 550 | 64 229 301 | 69 946 513 |
| Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |
| Titres d'OPCVM domiciliés dont l'Établissement est dépositaire | 18 357 396 | 18 051 301 | 9 820 679 | 13 516 258 |
| Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |
| Autres actifs dont l'Établissement est dépositaire | | | | |
| Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion | | | | |

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 31/12/2021

| | En milliers de DH | |
|---|-------------------|--------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 10 958 | 7 028 |
| Rémunération et produits assimilés sur opérations avec les Établissements de crédit | | |
| Rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 9 316 | 4 870 |
| Produits sur titres de propriété et certificats de Sukus | 1 514 | 2 052 |
| Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka | | |
| Produits sur immobilisations données en Ijara | | |
| Commission sur prestations de service | 116 | 106 |
| Autres produits bancaires | | |
| Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus | | |
| II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 7 | 7 |
| Charges sur opérations avec les Établissements de crédit et assimilés | | |
| Charges sur opérations avec la clientèle | | |
| Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka | | |
| Charges sur immobilisations données en Ijara | | |
| Charges sur immobilisations | | |
| Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus | | |
| III. PRODUIT NET BANCAIRE | 10 958 | 7 021 |
| Produits d'exploitation non bancaire | | 0 |
| Charges d'exploitation non bancaire | | 0 |
| IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION | 4 357 | 4 351 |
| V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES | 587 | 3 |
| VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES | | |
| VII. RÉSULTAT COURANT | 6 014 | 2 667 |
| VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS | 6 014 | 2 667 |
| Impôts théorique | 2 226 | 987 |
| IX. RÉSULTAT APRES IMPÔTS | 3 788 | 1 680 |



TABLEAU DES MARGES CONSTATÉES D'AVANCE SUR MOURABAHA AU 31/12/2021

| BIENS | En milliers de DH | | | | | | Montant brut au 31/12/2021 | Encours des créances Mourabaha au 31/12/2021 |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|---|--------------------------------|---------------|----------------------------|--|
| | Montant brut au début de l'exercice | Marges sur opérations de l'exercice | Quote-part reprise en compte de résultat | Quote-part constatée en rémunération réservée | Quote-part de marge abandonnée | Montant brut | | |
| MARGES CONSTATÉES D'AVANCE SUR MOURABAHA AVEC LES ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS | | | | | | | | |
| MARGES CONSTATÉES D'AVANCE SUR MOURABAHA AVEC LA CLIENTÈLE | | | | | | | | |
| ➤ MOURABAHA | | | | | | | | |
| ➤ MOURABAHA POUR DONNEUR D'ORDRE | 57 087 | 42 646 | 9 300 | | 587 | 90 385 | 336 097 | |
| TOTAL | 57 087 | 42 646 | 9 300 | | 587 | 90 385 | 336 097 | |

DETTE ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS AU 31/12/2021

| DETTES | En milliers de DH | | | |
|---|-------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------|
| | SECTEUR PUBLIC | SECTEUR PRIVE | | Total 31/12/2021 |
| | | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle |
| DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS | | | | |
| ➤ Mourabaha | | | | |
| ➤ SALAM | | | | |
| ➤ Autre financements participatifs | | | | |

NEANT

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS AU 31/12/2021

| BIENS | En milliers de DH | | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--|---|---------------------------|----------------------------|---|---------------------------------|---------------------------------------|--|------------------------------|---------------------------|
| | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice | - Montant des cessions au cours de l'exercice - | | Provisions | | | Montant des reprises sur biens sortis | Montant des reprises sur biens en stocks | Cumul à la fin de l'exercice | Montant net au 31/12/2021 |
| | | | Exploitation bancaire | Exploitation non bancaire | Montant brut au 31/12/2021 | Montant des provisions au début de l'exercice | Dotation au titre de l'exercice | | | | |
| BIENS ACQUIS - MOURABAHA | | | | | | | | | | | |
| ➤ Biens mobiliers | | | | | | | | | | | |
| ➤ Biens immobiliers | | | | | | | | | | | |
| BIENS ACQUIS - MOURABAHA POUR DONNEUR D'ORDRE | 47 246 | 84 599 | 131 845 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ➤ Biens mobiliers | | | | | | | | | | | |
| ➤ Biens immobiliers | 47 246 | 84 599 | 131 845 | 0 | 0 | - | - | - | - | - | 0 |
| BIENS ACQUIS - AUTRES FINANCEMENTS PARTICIPATIFS | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 47 246 | 84 599 | 131 845 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

DETTES SUBORDONNÉES DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| Monnaie de l'emprunt | Montant en monnaie de l'emprunt | | Cours | Taux | Durée | Conditions de remboursement anticipé, subordination et convertibilité | En milliers de DH | | | |
|----------------------|---------------------------------|---------|-------|------|--|---|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Montant | Montant | | | | | Montant de l'emprunt en monnaie nationale | Montant 31/12/2021 | Montant 31/12/2020 | Montant 31/12/2021 |
| MAD | 270 000 | 100 | 6,04% | 10 | Subordination classique | 270 000 | | | | |
| MAD | 255 000 | 100 | 6,04% | 10 | Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca | 255 000 | | | | |
| MAD | 225 000 | 100 | 2,66% | 10 | Subordination classique | 225 000 | | | | |
| MAD | 1 000 000 | 100 | 2,21% | 10 | Subordination classique | 1 000 000 | | | | |
| MAD | 74 800 | 100 | 3,38% | 10 | Subordination classique | 74 800 | | | | |
| MAD | 425 200 | 100 | 2,10% | 10 | Subordination classique | 425 200 | | | | |
| TOTAL | 2 250 000 | | | | | 2 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

| NATURE | En milliers de DH | | | | | |
|---|-------------------|------------------------|------------------------|--------------------|------------------------|-------------------------|
| | Montant Brut | Amortissements Cumulés | Valeur nette comptable | Produit de cession | Plus-values de cession | Moins-values de cession |
| Droit au bail | 8 500 | - | 8 500 | - | - | 8 500 |
| Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation | 7 499 | 1 600 | 5 900 | - | - | 5 900 |
| Logiciel informatique | - | - | - | - | - | - |
| Immeubles exploitation bureau | 521 845 | 338 014 | 183 831 | 620 446 | 450 757 | 24 353 |
| Immeubles hors exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Terrain exploitation | 7 194 | - | 7 194 | - | - | - |
| Agencement Aménagement et Installation | 176 252 | 154 879 | 21 366 | 19 000 | 14 954 | 17 396 |
| Mobilier de bureau | 169 | 6 | - | - | - | - |
| Matériel roulant | - | - | - | - | - | - |
| Matériel roulant de fonction | - | - | - | - | - | - |
| Matériel de bureau | - | - | - | - | - | - |
| Immeubles exploitation logement de fonction | 11 554 | 8 655 | 2 899 | - | - | - |
| Agencement Aménagement et Installation logement de fonction | - | - | - | - | - | - |
| Aménagement nouveaux locaux | - | - | - | - | - | - |
| Matériel Informatique (Ordinateurs centraux) | - | - | - | - | - | - |
| Matériel Informatique (Ordinateurs centraux) | - | - | - | - | - | - |
| Matériel Informatique (GAB & TPE) | - | - | - | - | - | - |
| Matériel Informatique (Micro-ordinateurs) | 372 | 498 | 43 | - | - | 43 |
| Télécommunications | - | - | - | - | - | - |
| Mobilier logement de fonction | - | - | - | - | - | - |
| Terrain hors exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Mobilier et matériels hors exploitation | 429 | 236 | 194 | - | - | - |
| Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 145 | 38 | 106 | - | - | 106 |
| Frais d'acquisition des immobilisations | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL GÉNÉRAL | 733 959 | 503 926 | 230 033 | 639 446 | 465 712 | 56 298 |

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

pwc
Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa
20220 Hay Hassani
Casablanca

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Nous avons procédé à un examen limité des états de synthèse de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 9.680.064, dont un bénéfice net de KMAD 521.260, relèvent de la responsabilité des organes de gestion de la banque. Ces états de synthèse ont été arrêtés par le directoire le 21 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Dans le contexte de la migration du système informatique bancaire en 2021, la banque poursuit à la date de la présente attestation, des travaux d'analyse et de justification de certains comptes d'autres actifs et d'autres passifs. Ces comptes représentent au 31 décembre 2021 respectivement un total de 460 MMAD et de 598 MMAD. Par conséquent, nous ne pouvons pas apprécier l'impact qui pourrait en découler sur les états de synthèse.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence éventuelle du point décrit dans le paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états de synthèse, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie arrêtés au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 29 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca
Tél : 0522 22 40 15 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 18 / 05 22 22 47 59

**Hicham Belemqadem
Associé**

PwC Maroc

Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa,
20220 Hay Hassani - Casablanca
T: +212 (0) 522 22 40 15 F: +212 5 22 23 88 70
RC: 169167 - TIF: 37959135
IF: 1106708 - CNSS: 7567045

**Mohamed Rqibate
Associé**



Les États financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des exercices 2021 et 2020. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2019 est consultable dans le Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mars 2021 sous le numéro D.21-0086.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

| | En millions d'Euros | |
|--|---------------------|------------------|
| | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
| ACTIF | | |
| Caisse, banques centrales | 347 883 | 308 703 |
| Instruments financiers en valeur de marché par résultat | | |
| ↳ Portefeuille de titres | 191 507 | 167 927 |
| ↳ Prêts et opérations de pension | 249 808 | 244 878 |
| ↳ Instruments financiers dérivés | 240 423 | 276 779 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 8 680 | 15 600 |
| Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres | | |
| ↳ Titres de dette | 38 906 | 55 981 |
| ↳ Instruments de capitaux propres | 2 558 | 2 209 |
| Actifs financiers au coût amorti | | |
| ↳ Prêts et créances sur les établissements de crédit | 21 751 | 18 982 |
| ↳ Prêts et créances sur la clientèle | 814 000 | 809 533 |
| ↳ Titres de dette | 108 510 | 118 316 |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 3 005 | 5 477 |
| Placements des activités d'assurance | 280 766 | 265 356 |
| Actifs d'impôts courants et différés | 5 866 | 6 559 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 179 123 | 140 904 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence | 6 528 | 6 396 |
| Immobilisations corporelles et immeubles de placement | 35 083 | 33 499 |
| Immobilisations incorporelles | 3 659 | 3 899 |
| Écarts d'acquisition | 5 121 | 7 493 |
| Actifs destinés à être cédés | 91 267 | - |
| TOTAL ACTIF | 2 634 444 | 2 488 491 |
| DETTES | | |
| Banques centrales | 1 244 | 1 594 |
| Instruments financiers en valeur de marché par résultat | | |
| ↳ Portefeuille de titres | 112 338 | 94 263 |
| ↳ Dépôts et opérations de pensions | 293 456 | 288 595 |
| ↳ Dettes représentées par un titre | 70 383 | 64 048 |
| ↳ Instruments financiers dérivés | 237 397 | 282 608 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 10 076 | 13 320 |
| Passifs financiers au coût amorti | | |
| ↳ Dettes envers les établissements de crédit | 165 699 | 147 657 |
| ↳ Dettes envers la clientèle | 957 684 | 940 991 |
| ↳ Dettes représentées par un titre | 149 723 | 148 303 |
| ↳ Dettes subordonnées | 24 720 | 22 474 |
| Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | 1 367 | 6 153 |
| Passifs d'impôts courants et différés | 3 103 | 3 001 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 145 399 | 107 846 |
| Provisions techniques et autres passifs d'assurance | 254 795 | 240 741 |
| Provisions pour risques et charges | 10 187 | 9 548 |
| Dettes liées aux actifs destinés à être cédés | 74 366 | - |
| TOTAL DETTES | 2 511 937 | 2 371 142 |
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital et réserves | 108 176 | 106 228 |
| Résultat de la période, part du Groupe | 9 488 | 7 067 |
| TOTAL CAPITAL, RÉSERVES CONSOLIDÉES ET RÉSULTAT DE LA PÉRIODE, PART DU GROUPE | 117 664 | 113 295 |
| Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres | 222 | (496) |
| TOTAL PART DU GROUPE | 117 886 | 112 799 |
| INTÉRÊTS MINORITAIRES | 4 621 | 4 550 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 122 507 | 117 349 |
| TOTAL PASSIF | 2 634 444 | 2 488 491 |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS À L'EXERCICE 2021

| | En millions d'Euros | |
|--|---------------------|-------------------------------------|
| | Exercice 2021 | Exercice 2020 retraité selon IFRS 5 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 12 744 | 9 337 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES | 893 | 485 |
| ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT | 26 336 | 5 741 |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 6 781 | 6 325 |
| Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition | 22 | 24 |
| Dotations nettes aux provisions | 13 150 | 6 971 |
| Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | (494) | (423) |
| (Produits) nets des activités d'investissement | (923) | (1 034) |
| (Produits) nets des activités de financement | (1 105) | (2 470) |
| Autres mouvements | 8 905 | (3 652) |
| AUGMENTATION NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | 2 403 | 123 761 |
| Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle et les établissements de crédit | 39 029 | 152 167 |
| Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers | (24 497) | (18 050) |
| Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers | (9 773) | (7 767) |
| Impôts versés | (2 356) | (2 589) |
| AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE | 42 376 | 139 324 |
| Augmentation (Diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations | 482 | (78) |
| Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles | (1 664) | (773) |
| DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (1 182) | (851) |
| (Diminution) Augmentation de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires | (5 699) | 773 |
| Augmentation de trésorerie provenant des autres activités de financement | 20 215 | 17 751 |
| AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | 14 516 | 18 524 |
| EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE | 107 | (2 614) |
| AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE | 55 817 | 154 383 |
| dont augmentation nette de la trésorerie des activités destinées à être cédées | 10 739 | 2 192 |
| SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE | 306 601 | 152 218 |
| Comptes actifs de caisse, banques centrales | 308 721 | 155 151 |
| Comptes passifs de banques centrales | (1 594) | (2 985) |
| Prêts à vue aux établissements de crédit | 8 380 | 8 972 |
| Emprunts à vue auprès des établissements de crédit | (8 995) | (9 072) |
| Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée | 89 | 152 |
| SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE | 362 418 | 306 601 |
| Comptes actifs de caisse, banques centrales | 347 901 | 308 721 |
| Comptes passifs de banques centrales | (1 244) | (1 594) |
| Prêts à vue aux établissements de crédit | 10 156 | 8 380 |
| Emprunts à vue auprès des établissements de crédit | (9 105) | (8 995) |
| Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée | 156 | 89 |
| Comptes de trésorerie et assimilée classés au sein des « Actifs destinés à être cédés » | 14 554 | - |
| AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE | 55 817 | 154 383 |

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021

| | En millions d'Euros | |
|--|---------------------|-------------------------------------|
| | Exercice 2021 | Exercice 2020 retraité selon IFRS 5 |
| Intérêts et produits assimilés | 29 518 | 31 169 |
| Intérêts et charges assimilés | (10 280) | (11 883) |
| Commissions (produits) | 15 037 | 13 304 |
| Commissions (charges) | (4 675) | (3 725) |
| Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat | 7 615 | 6 750 |
| Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres | 164 | 202 |
| Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti | (2) | 36 |
| Produits nets des activités d'assurance | 4 332 | 4 114 |
| Produits des autres activités | 15 482 | 13 167 |
| Charges des autres activités | (13 429) | (11 355) |
| PRODUIT NET BANCAIRE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 43 762 | 41 779 |
| Frais de personnel | (16 417) | (15 942) |
| Autres charges générales d'exploitation | (10 705) | (10 301) |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | (2 344) | (2 262) |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 14 296 | 13 274 |
| Coût du risque | (2 971) | (5 395) |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 11 325 | 7 879 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | 494 | 423 |
| Gains nets sur autres actifs immobilisés | 834 | 1 030 |
| Écarts d'acquisition | 91 | 5 |
| RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 12 744 | 9 337 |
| Impôt sur les bénéfices des activités poursuivies | (3 584) | (2 301) |
| RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 9 160 | 7 036 |
| Résultat net des activités destinées à être cédées | 720 | 379 |
| RÉSULTAT NET | 9 880 | 7 415 |
| dont intérêts minoritaires | 392 | 348 |
| RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE | 9 488 | 7 067 |
| Résultat par action | 7,26 | 5,31 |
| Résultat dilué par | 7,26 | 5,31 |